

# 2017

COMPTES  
ANNUELS  
CONSOLIDÉS  
**2017**



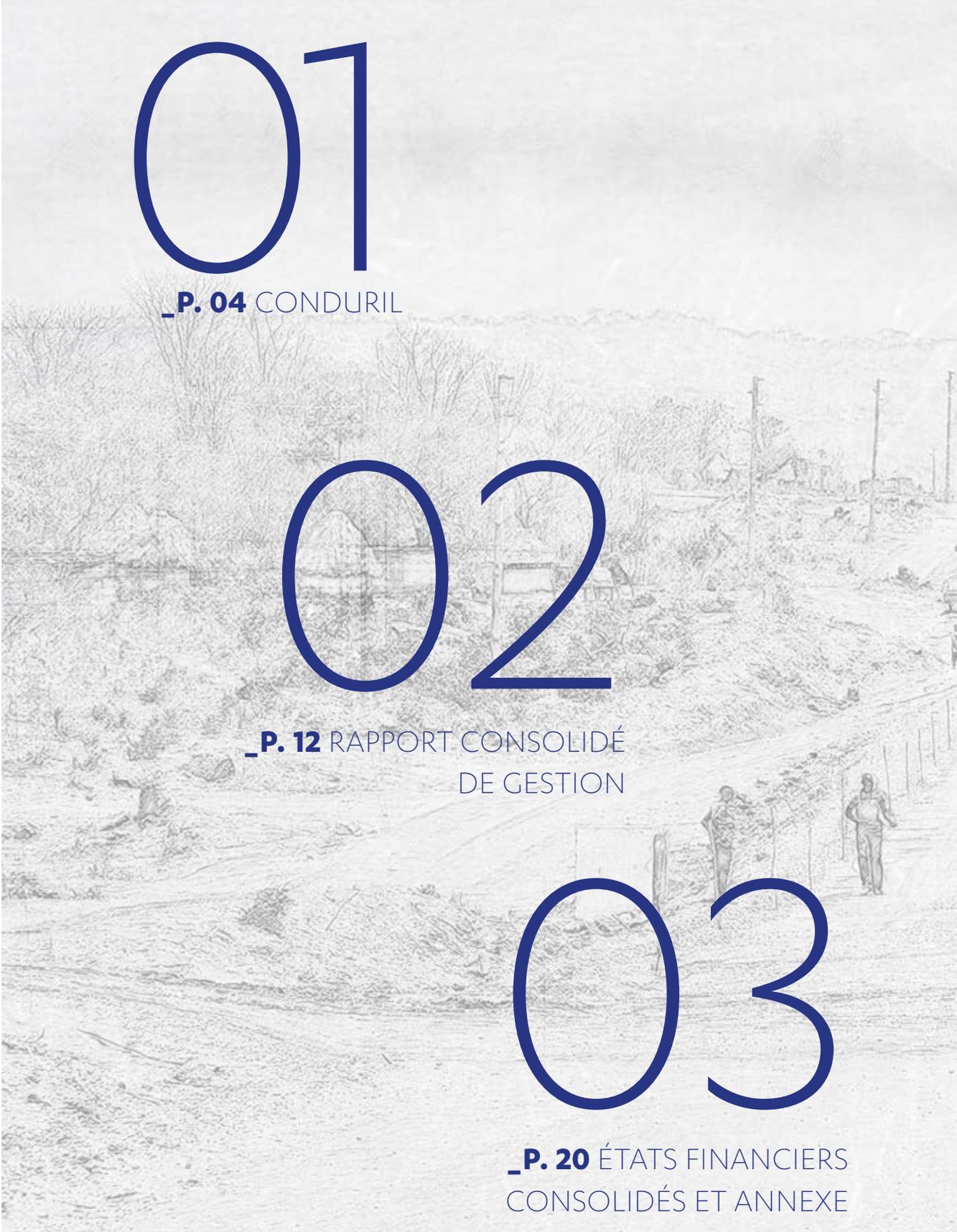




Portugal

**\_ CONDURIL**

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2017**



01

**\_P. 04** CONDURIL

02

**\_P. 12** RAPPORT CONSOLIDÉ  
DE GESTION

03

**\_P. 20** ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS ET ANNEXE

## **\_SOMMAIRE**

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2017**

# 04

**\_P. 58** RAPPORT ET AVIS DU  
CONSEIL DE SURVEILLANCE

# 05

**\_P. 62** CERTIFICATION LÉGALE  
DES COMPTES CONSOLIDÉS



**\_CONDURIL**

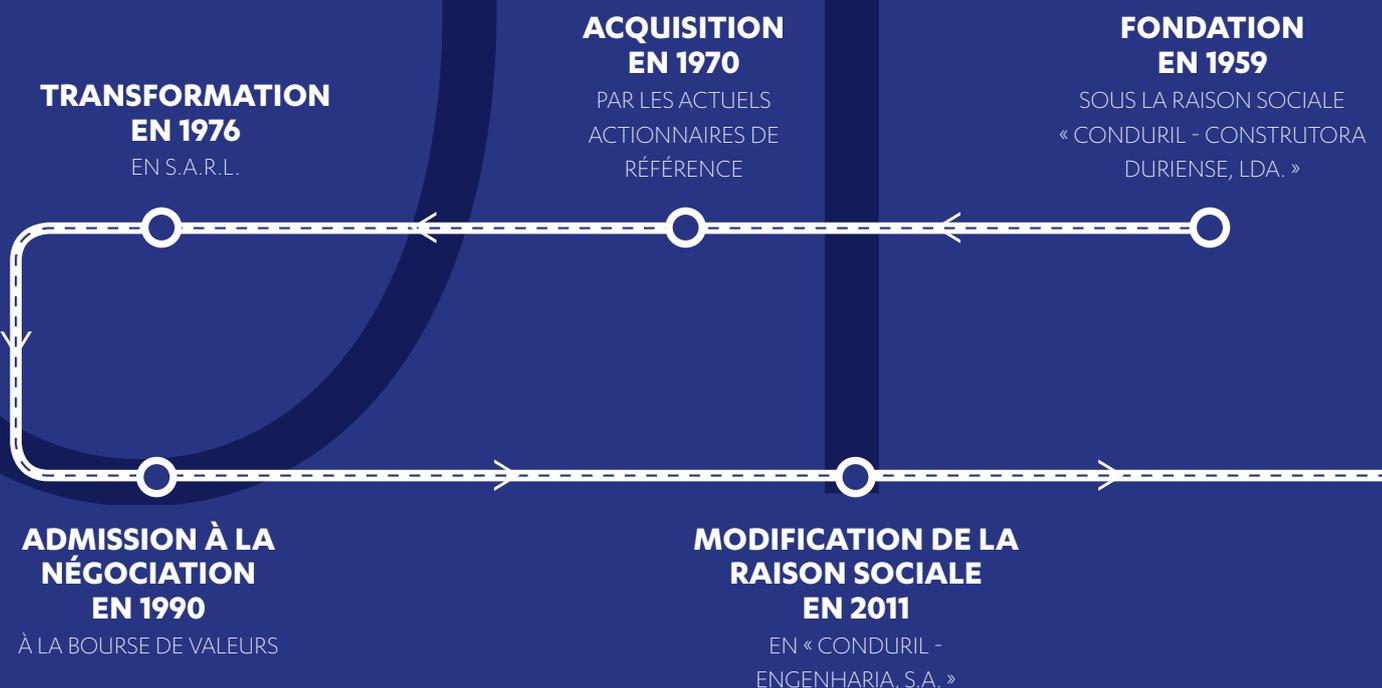
COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2017**



Portugal

DANS UN ENVIRONNEMENT EN PERPÉTUELLE ÉVOLUTION, CARACTÉRISÉ PAR DES DÉFIS DE PLUS EN PLUS NOMBREUX ET IMPORTANTS QUI METTENT SYSTÉMATIQUEMENT À L'ÉPREUVE LES CAPACITÉS DES ENTREPRISES ET LEUR PROPRE SURVIE, **LA DIFFUSION DE LA STRATÉGIE GLOBALE DE CONDURIL**, BASÉE SUR LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DÉFINIS AUX DÉBUTS DE SON EXISTENCE, **A ÉTÉ APPROFONDIE ET RENFORCÉE AU COURS DE L'ANNÉE 2017.**

\_EN CE SENS, LES ÉVÉNEMENTS LES PLUS IMPORTANTS DEPUIS SA FONDATION ONT ÉTÉ :





**\_APRÈS 1970, LA CULTURE DE CONDURIL S'EST DÉVELOPPÉE ET CONSOLIDÉE ET EST MATÉRIALISÉE PAR UN ENSEMBLE DE LIVRETS, LARGEMENT DIFFUSÉS PARMIS SES COLLABORATEURS ET BASÉS SUR LES PRINCIPES PERMANENTS QUI TRADUISENT SON ACTION ET QUI SONT RÉSUMÉS DANS SA VISION, SA MISSION ET SES VALEURS :**

## VISION

La société Conduril développe toute son activité dans le secteur du génie civil et son principal objectif, aussi bien en termes techniques qu'économiques, est de devenir (et être reconnue comme tel sur le marché) l'une des meilleures entreprises portugaises d'ingénierie, tout en possédant, simultanément, les caractéristiques suivantes :

- S'assumer comme une grande entreprise à l'échelle nationale, aussi bien du point de vue technique qu'économique, capable de répondre à tout type de travaux de génie civil sur le marché national et à l'étranger ;
- Devenir, en termes de salariés, au niveau national, une moyenne entreprise flexible et capable de répondre aux différents besoins du marché, dotée d'une vaste capacité technique constituant, en outre, une base solide de support pour son activité à l'étranger.

## MISSION

Notre mission vise la création de richesse durable pour nos actionnaires et l'assurance des meilleures conditions de travail à nos collaborateurs, ainsi que leur satisfaction, qui est le principal vecteur de notre responsabilité sociale.

## VALEURS

Nous estimons qu'il n'y a qu'une seule façon de créer de la valeur et de la richesse, c'est-à-dire, de vaincre convenablement, à savoir avec franchise, confiance et responsabilité, basée sur une culture d'intégrité, synonyme d'honnêteté, de transparence, de justice et d'un rigoureux respect des règles et des règlements : telles sont nos valeurs et les fondements de tous nos principes.

Depuis, en concentrant son action uniquement et exclusivement sur le secteur du génie civil, Conduril a renforcé sa relation avec ses principales parties prenantes, en misant sur le renforcement de sa solidité financière, sans pour autant négliger sa responsabilité sociale, fondée sur le bien-être de ses collaborateurs. En ce sens, Conduril assure à ses propres risques tous les frais associés au fonds de pension Conduril (institué en 1989), à l'assurance santé et à sa propre académie de formation – Conduril Academy –, qui agit sur les marchés d'Angola et de Mozambique.

La pérennité de son existence a mené Conduril à analyser scrupuleusement les opportunités d'affaires considérées attractives. Au début des années 1990, son activité a été déployée dans plusieurs pays, dont la gestion est surtout centralisée sur deux domaines : l'AFRIQUE AUSTRALE (A.A.) et le PORTUGAL et reste du monde, à l'exception de l'A.A. :

## PORTUGAL ET RESTE DU MONDE

## AFRIQUE AUSTRALE

**PORTUGAL**

> 1959

1990 <

**ANGOLA**

1997 <

**MOZAMBIQUE**

**MAROC**

> 2005

2008 <

**BOTSWANA**

**ESPAGNE**

> 2010

**CAP-VERT**

> 2011

**SÉNÉGAL**

> 2012

2012 <

**MALAWI**

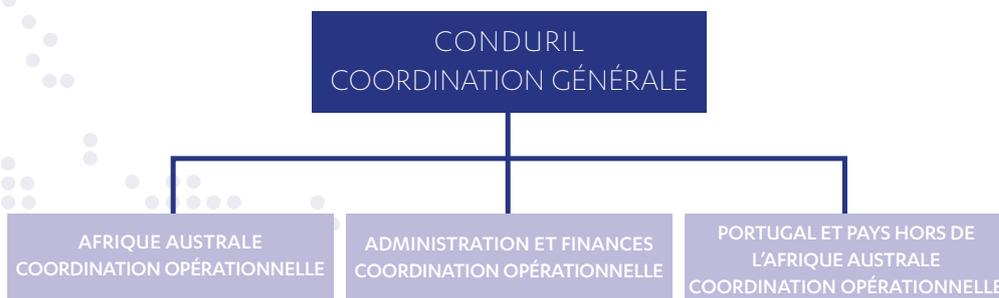
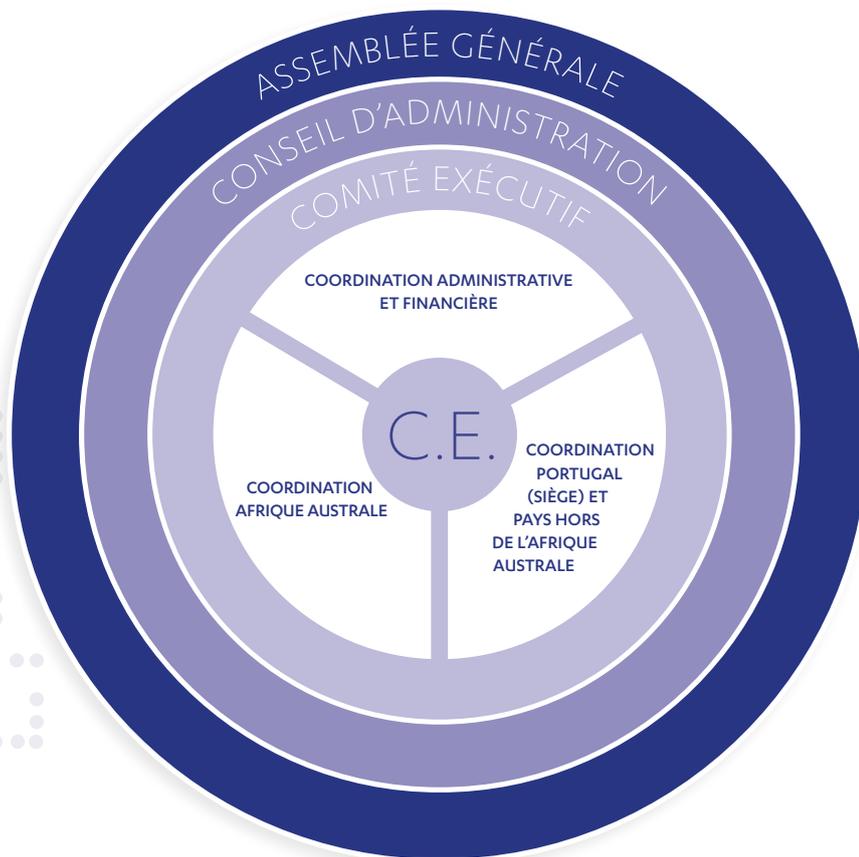
2013 <

**ZAMBIE**

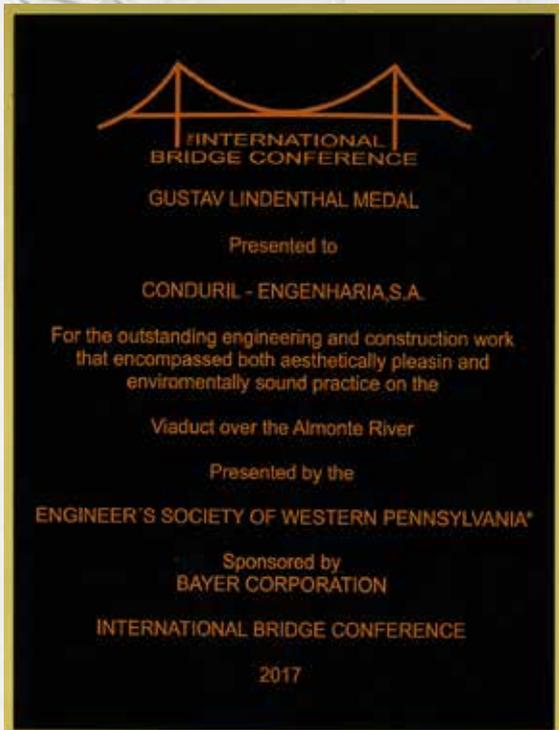
2015 <

**GABON**

Afin de renforcer et soutenir la STRATÉGIE GLOBALE de Conduril, une nouvelle structure organisationnelle a été définie. Ce nouveau modèle, en phase avec la vision stratégique définie, est basé sur trois grands centres de décision qui, en harmonie et soutenus par les structures fonctionnelles qui les assistent, constitueront le pilier fondamental de la mise en œuvre des objectifs définis.



ENGAGÉE DANS SA STRATÉGIE, CONDURIL A ATTEINT LES OBJECTIFS ÉTABLIS AU NIVEAU DU RETOUR DE LA SATISFACTION DE TOUS CEUX QUI PARTICIPENT À SON CYCLE PRODUCTIF ET AU NIVEAU DE LA RECONNAISSANCE DU MÉRITE DE LA SOCIÉTÉ PAR DES ORGANISMES INDÉPENDANTS QUI SOUVENT LUI DÉCERNENT DES **DISTINCTIONS POUR SA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE, LA SATISFACTION ET L'ENGAGEMENT DE SES COLLABORATEURS ET LA QUALITÉ ET LA TECHNICITÉ DES SERVICES RENDUS**. EN 2017, IL FAUT SOULIGNER EN PARTICULIER LES DEUX DISTINCTIONS REPRODUITES CI-APRÈS :



Distinction décernée par Neves de Almeida | HR Consulting



# **\_ RAPPORT CONSOLIDÉ DE GESTION**

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2017**

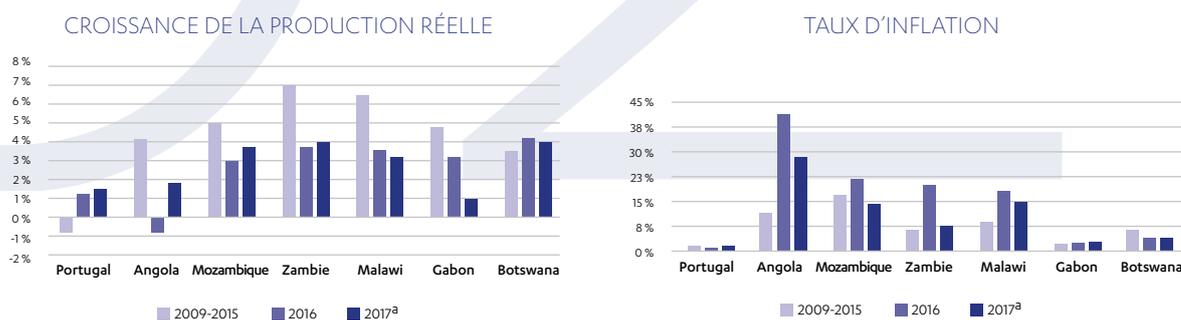


Angola

CONFORMÉMENT AUX STATUTS ET DISPOSITIONS LÉGALES APPLICABLES ET NOTAMMENT EN VERTU DES ARTICLES 65 ET 66 DU CODE PORTUGAIS DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CONDURIL - ENGENHARIA, S.A. PRÉSENTE ET SOUMET À L'APPRÉCIATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ACTIONNAIRES LE RAPPORT CONSOLIDÉ DE GESTION, LES COMPTES CONSOLIDÉS DE LA PÉRIODE ET LES AUTRES DOCUMENTS DE REDDITION DES COMPTES CONSOLIDÉS CONCERNANT L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017.

**1** L'année 2017 a réservé quelques surprises au niveau de l'économie mondiale, avec une croissance qui a dépassé les estimations les plus optimistes : la combinaison de certaines conditions financières – les marchés boursiers ont atteint des niveaux records et le dollar a eu un comportement en dessous de ce qui était attendu – et de politiques gouvernementales plus favorables ont permis un renforcement du commerce international.

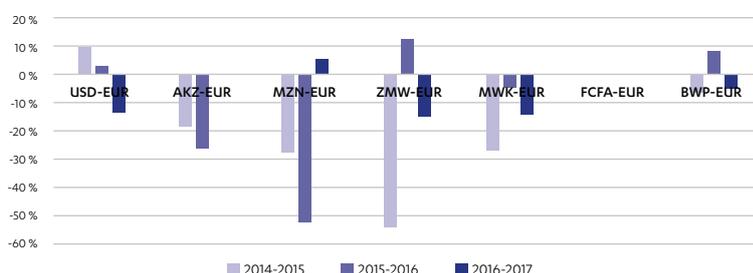
Ce sentiment a également été présent dans les économies où Conduril développe son activité, dont les principaux indicateurs économiques ont enregistré une amélioration, après la période plus récessive de ces dernières années. Cependant, les économies africaines – qui dépendent encore beaucoup de la volatilité internationale de leurs produits de base – sont encore très loin de la période d'expansion vécue précédemment.



<sup>a</sup> Valeurs prévisionnelles

Source : ONU, *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2018*

## ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE



Au Portugal, le secteur du génie civil a suivi le comportement de l'économie, en enregistrant une croissance de 6 %. Néanmoins, en ce qui concerne les travaux publics, l'écart entre les travaux promus et ceux octroyés – 1 700 millions d'euros – reste à un niveau important.

L'année 2017 a également été marquée par le processus électoral en Angola, qui s'est déroulé sans incident, les changements dans la conduite des politiques économiques du pays commençant à se faire sentir. Dans ce contexte, le nouveau régime de taux de change flottant auquel le kwanza est soumis depuis début 2018 posera des défis accrus au pays.

Le Mozambique continue de traverser l'une de ses pires crises financières des dernières décennies, en raison du surendettement extérieur assumé, qui a mené à la suspension du financement international depuis 2016. De même, la dette publique croissante de la Zambie a amené ce pays à entamer une négociation avec le FMI. L'année 2017 a cependant été marquée par l'échec d'un éventuel plan de sauvetage.

Bien que le comportement de l'économie mondiale en 2017 ait permis d'envisager avec un certain enthousiasme l'année 2018, l'imposition croissante de restrictions dans les politiques commerciales et l'intensification des tensions géopolitiques sous-jacentes pourront engendrer une dégradation soudaine du scénario macroéconomique global.



Malawi

**2\_** Sans négliger le marché national, mais face à son étroitesse, les autres marchés géographiques restent déterminants pour l'activité de Conduril, dont la part dans le chiffre d'affaires, en 2017, est d'environ 80 %.

En 2017, quelques travaux de référence ont été achevés, parmi lesquels : les travaux de la sous-concession du Baixo Alentejo, du tunnel d'Águas Santas, de la sous-station de la REN à Porto Alto ou de la réhabilitation du pont sur l'Arade, au Portugal ; les travaux de Cabinda Base, en Angola ; la route Nyimba/Sinda, en Zambie et les travaux du viaduc sur l'Almonde – TGV, en Espagne. En reconnaissance des travaux menés sur ce dernier ouvrage, en 2017 nous avons été distingués par la prestigieuse médaille Gustav Lindenthal, lors de l'*International Bridge Conference*, par l'*Engineers' Society of Western Pennsylvania*, reproduit préalablement.

Avec l'achèvement des travaux de la sous-concession du Baixo Alentejo, 2018 sera la première année d'opération intégrale de cette sous-concession.

La dynamisation macroéconomique ressentie au Portugal a permis de remporter plusieurs

**...EN  
RECONNAISSANCE  
DES TRAVAUX MENÉS  
SUR CE DERNIER  
OUVRAGE [VIADUC  
SUR L'ALMONTE –  
TGV, ESPAGNE], EN  
2017 NOUS AVONS  
ÉTÉ DISTINGUÉS PAR  
LA PRESTIGIEUSE  
MÉDAILLE GUSTAV  
LINDENTHAL, LORS  
DE L'INTERNATIONAL  
BRIDGE  
CONFERENCE...**

nouveaux chantiers, notamment la modernisation du tronçon ferroviaire Covilhã-Guarda de la voie ferrée de la Beira Baixa et la réhabilitation du pont international sur le Guadiana. En Afrique australe, les travaux sont en cours à un rythme soutenu, parmi lesquels nous pouvons souligner les travaux de réhabilitation du port et des quais de Malongo – Angola pour la société Cabinda Gulf Oil Company, l'attribution de la construction de la route Condé-Ébo, financée par des fonds extérieurs, ainsi que l'attribution de quatre routes secondaires dans la zone d'intervention de la route Nyimba/Sinda – Zambie, fruit d'un bon travail réalisé dans celle-ci.

Face aux opportunités et aux menaces que l'expansion géographique peut entraîner, Conduril reste attentive à d'éventuels projets sur de nouveaux marchés, ces attentes étant soutenues par des analyses approfondies et exhaustives avant toute proposition éventuelle. C'est dans ce contexte que nous avons entrepris des activités sur le marché de l'Afrique du Sud, pour lequel nous avons de bonnes attentes pour l'année 2018. Toujours au niveau des marchés de l'Amérique latine et de l'Amérique centrale, nous avons travaillé de manière à ce que celui-ci porte ses fruits en temps voulu.

**3\_** Le renforcement de la stratégie d'investissement suivie se poursuit. Celle-ci est constante et transversale à plusieurs domaines, en misant sur l'amélioration des infrastructures, de la capacité de production et de la qualification de ses ressources humaines.

Au niveau des infrastructures, il convient de mentionner le nouveau siège en Angola, un ouvrage imposant, qui est en phase de finition, situé en plein cœur de Luanda, doté d'une surface totale de construction de 5 461 m<sup>2</sup> divisée sur 15 niveaux verticaux.

Afin d'imposer une dynamique et une flexibilité opérationnelle à l'unité interne de production de la construction métallique, cette activité a été consolidée au cours de l'année 2017, ce qui a abouti à son autonomisation en une société indépendante – Edirio - Construções, S.A. –, comme cela a été le cas en 2013, en Angola, avec la société Urano, Lda. Ainsi, Conduril intègre dans sa sphère d'opération deux sociétés spécialisées dans la prestation de services de construction métallique, l'une au Portugal et l'autre en Angola.

L'importance donnée aux conditions de productivité et de rentabilité s'est traduite par un investissement important dans la qualification et la spécialisation de ses collaborateurs qui a totalisé un volume de 22 350 heures de formation dans l'univers Conduril, en 2017. Dans ce contexte, Conduril Academy continue de jouer un rôle essentiel pour la rénovation de compétences et la spécialisation technique et technologique dans la branche du génie civil et des travaux publics. Cet organisme de Conduril est chargé d'assurer, en Angola et au Mozambique, la qualification professionnelle et scolaire de tous ses collaborateurs, avec l'habilitation et la reconnaissance des compétences professionnelles faisant partie de l'alphabétisation et de l'accélération scolaire. Concernant ces derniers atouts, et malgré l'absence de toute subvention gouvernementale, Conduril Academy travaille en étroite et permanente collaboration avec les ministères de l'Éducation d'Angola et du Mozambique. En Angola, dans un univers d'environ 1 000 collaborateurs angolais, le taux d'alphabétisme est même tombé de 24 %, en 2011, à 2 %, en 2017.

**...L'IMPORTANCE  
DONNÉE AUX  
CONDITIONS DE  
PRODUCTIVITÉ ET DE  
RENTABILITÉ S'EST  
TRADUITE PAR UN  
INVESTISSEMENT  
IMPORTANT DANS  
LA QUALIFICATION  
ET SPÉCIALISATION  
DE SES  
COLLABORATEURS...**



Mozambique

4. Conduril a démontré une fois de plus qu'il est possible de surmonter des difficultés qui subsistent dans le secteur, en restant fidèle à sa conduite, c'est-à-dire, en réglant son activité dans le domaine du génie civil par l'honnêteté, la solidité et la confiance. Ainsi, il a été possible de maintenir la valeur de son chiffre d'affaires consolidé, tout en présentant des résultats positifs et une amélioration dans les principaux indicateurs financiers consolidés, comme cela est démontré ci-après :

| INDICATEURS                     | 2015        | 2016        | 2017        |
|---------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Actif net (€)                   | 493 492 742 | 440 791 120 | 421 594 004 |
| Passif (€)                      | 280 966 133 | 227 397 872 | 203 648 544 |
| Capitaux propres (€)            | 212 526 608 | 213 393 248 | 217 945 460 |
| Endettement net (€)             | 24 565 712  | -36 893 843 | -31 269 629 |
| Chiffre d'affaires (€)          | 196 172 660 | 146 208 655 | 146 807 517 |
| Variation du chiffre d'affaires |             | -25 %       | 0 %         |
| EBE (€)                         | 30 243 947  | 28 758 412  | 36 051 392  |
| Résultat net de l'exercice (€)  | 6 155 387   | 4 244 015   | 7 016 463   |
| Autonomie financière            | 43 %        | 48 %        | 52 %        |
| Liquidité générale*             | 192 %       | 214 %       | 183 %       |
| Ratio de solvabilité            | 76 %        | 94 %        | 107 %       |
| Ratio d'endettement             | 132 %       | 107 %       | 93 %        |
| Rentabilité des ventes          | 3 %         | 3 %         | 5 %         |
| EBE / Chiffre d'affaires        | 15 %        | 20 %        | 25 %        |

\* La réduction des indicateurs de liquidité résulte d'un reclassement purement comptable. Si celle-ci n'aurait pas eu lieu, les valeurs de ces indicateurs seraient plus proches de celles vérifiées au cours des années précédentes.

| CALCUL DE L'ENDETTEMENT NET   | 2015              | 2016               | 2017               |
|---|-------------------|--------------------|--------------------|
| Financements à moyen et long terme  | 70 953 338        | 63 650 218         | 53 048 697         |
| Financements à court terme  | 85 816 177        | 67 733 012         | 63 697 234         |
| Actifs financiers détenus à des fins de négociation et autres immobilisations financières | -101 782 737      | -72 415 085        | -57 415 659        |
| Autres actifs financiers  | -5 000            | -83 043 031        | -83 043 031        |
| Encaisse et dépôts en banque  | -30 416 066       | -12 818 957        | -7 556 870         |
| <b>Endettement net</b>  | <b>24 565 712</b> | <b>-36 893 843</b> | <b>-31 269 629</b> |

Au cours des 3 dernières années, l'évolution présentée exprime clairement notre préoccupation face à la réduction des niveaux d'endettement et, par opposition, une amélioration de l'autonomie financière. À cet égard, il convient de mentionner que les retards dans la mise en œuvre de la convention mentionnée dans le rapport de l'année précédente ont pénalisé les résultats financiers du groupe et, par conséquent, le résultat net de l'exercice. Cette situation sera résolue par l'encaissement respectif, qui est déjà confirmé et devra avoir lieu jusqu'au 21 mars 2018.

La capacité financière du groupe présente, ainsi, des valeurs stables, manifestement supérieures à celles de la moyenne du secteur, grâce à la préoccupation constante par sa viabilité à long terme, ce qui est particulièrement évident dans le renforcement permanent de ses capitaux propres.

5. Les procédures internes mises en place par Conduril au niveau de l'ensemble de sa structure restent un enjeu sûr et l'un de ses leviers de différenciation et sont reconnues par les entités extérieures compétentes une année après l'autre, comme c'est le cas :

- de la revalidation par l'APCER (Agence portugaise de certification) des certifications du système de gestion de la qualité au Portugal, de la délégation du Mozambique et de l'ENOP, la transition vers la norme NP EN ISO 9001:2015 ayant été concrétisée avec succès dans la succursale d'Angola, Métis et Urano ;
- de la revalidation par l'APCER des certifications dans le cadre du système de gestion de la sécurité et de la santé au travail au Portugal, de la succursale d'Angola, Métis et Urano, conformément aux normes OHSAS 18001:2007 et NP 4397:2008 ;
- du renouvellement par l'APCER de la certification du système de gestion environnementale au Portugal, la transition vers la norme NP EN ISO 14001:2015 ayant été concrétisée avec succès ;
- de la rénovation par l'IPAC (Institut portugais d'accréditation) de l'accréditation du Laboratoire central du Portugal, conformément à la norme NP EN ISO/IEC 17025:2005 ;
- du suivi et du maintien de la certification obtenue dans le cadre du marquage CE pour les structures métalliques fabriquées dans le Pôle industriel du Portugal, conformément à la norme EN1090+1:2009+A1:2011 ; et,
- des évaluations de satisfaction de ses clients, qui lui ont attribué un score moyen de 17 points sur 20 pour le marché national et de 18 points sur 20 pour le marché de l'Afrique australe.



Angola

**6\_** Dans un secteur particulièrement vulnérable aux fluctuations des principales variables macroéconomiques, la culture de Conduril se matérialise par un ensemble de valeurs portant uniquement sur la réalisation des objectifs établis et sur sa pérennité. Ainsi, le futur n'est pas perçu comme un obstacle, mais plutôt comme un défi, où l'activité de celle-ci continuera d'être guidée :

- par le renforcement des relations établies avec ses clients, ce qui a conduit à un carnet de commandes de plus de 300 millions d'euros ;
- par une analyse approfondie et réfléchie de projets qui, dans le cadre de la stratégie définie, permettent d'élargir l'éventail de clients et assurent l'expansion géographique vers de nouveaux pays ;
- par un engagement dans sa solvabilité, souvent au détriment de la croissance, tout en maintenant les principaux indicateurs économiques et financiers à des niveaux considérés solides et stables, en misant sur le renforcement des *cash flows* sous-jacents ;
- sans oublier sa responsabilité sociale, notamment au niveau de ses collaborateurs et des sociétés dans lesquelles elle opère, comme le confirme l'attribution de la 1<sup>re</sup> place (grandes entreprises) dans les prix d'excellence décernés par Neves de Almeida | HR Consulting, en partenariat avec l'INDEG-ISCTE, le magazine *Human Resources Portugal* et le magazine *Executive Digest*.

## **7\_** Autres informations annexes :

**a\_** Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi, au Gabon et au Maroc.

**b\_** Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité sociale.

**c\_** Le capital social, entièrement souscrit et libéré, est composé de 2 000 000 actions ordinaires dont la valeur nominale est de 5 euros chacune.

**d\_** Les actions propres détenues s'élèvent à 200 000 et n'ont pas fait l'objet de transactions au cours de l'année.

**e\_** Les valeurs mobilières émises par CONDURIL - Engenharia, S.A., détenues par les titulaires du Conseil d'administration restent inchangées par rapport à l'exercice précédent, à l'exception du nombre d'actions de l'actionnaire Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes qui, le 9 mars, le 14 mars et le 6 juin, a acquis, en bourse, 200, 200 et 100 actions pour une valeur unitaire de 36, 36 et 45 euros, respectivement.



Portugal

8\_ Conscient de l'importance de la stabilité financière de Conduril, le Conseil d'administration, conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, propose dans ses comptes annuels individuels que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 7 006 696 euros, soit appliqué comme suit :

- Dividendes : 2 700 000 euros, ce qui correspond à 1,50 euro par action ;
- Réserves libres : 4 306 396 euros.

9\_ Pour conclure son rapport, le Conseil d'administration voudrait exprimer ses sincères remerciements à tous ceux qui ont collaboré avec Conduril tout au long de son histoire.

Le Conseil d'administration réitère sa conviction à ses clients, collaborateurs, fournisseurs, institutions financières et Organes sociaux que l'effort conjoint est la meilleure façon de surmonter toutes les adversités.

Fait à Ermesinde, le 26 février 2018

Le Conseil d'administration,

---

António Luís Amorim Martins (PCA)

---

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (PDG)

---

Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (DAF et vice-PDG)

---

Álvaro Duarte Neves Vaz

---

António Baraças Andrade Miragaia

---

António Emanuel Lemos Catarino

---

Carlos António Soares de Noronha Dias

---

Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães



# **ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET ANNEXE**

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2017**



Angola

# BILAN CONSOLIDÉ

## \_\_AU 31 DÉCEMBRE 2017 ET 2016

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

|  | NOTES    | 2017               | 2016               |
|--|----------|--------------------|--------------------|
| <b>ACTIF</b>   |          |                    |                    |
| <b>ACTIF NON COURANT</b>                             |          |                    |                    |
| Immobilisations corporelles                          | 2;3;7    | 57 451 897         | 57 613 603         |
| Immobilisations incorporelles                        | 2;3;6    | 5 280 167          | 5 320 229          |
| Autres immobilisations financières                   | 3;9      | 90 025 701         | 34 570 757         |
| Actifs d'impôt différé                               | 3;17     | 402 371            | 560 678            |
| Sous-total   |          | 153 160 136        | 98 065 266         |
| <b>ACTIF COURANT</b>                                 |          |                    |                    |
| Stocks   | 3;10     | 12 540 815         | 13 363 499         |
| Clients  | 3;18     | 111 535 932        | 100 879 480        |
| Clients avec une retenue de garantie                 | 3;18     | 5 619 442          | 6 993 746          |
| État et autres organismes publics                    | 20       | 13 893 816         | 14 042 949         |
| Actionnaires   |          | 1 584 542          | 1 557 333          |
| Autres comptes débiteurs                             | 3;18;20  | 30 097 786         | 37 214 640         |
| Charges constatées d'avance                          | 3;20     | 616 920            | 397 134            |
| Actifs financiers détenus à des fins de négociation  | 18       | 1 944 715          | 72 415 085         |
| Autres actifs financiers                             | 3;4;18   | 83 043 031         | 83 043 031         |
| Encaisse et dépôts en banque                         | 3;4      | 7 556 870          | 12 818 957         |
| Sous-total   |          | 268 433 868        | 342 725 854        |
| <b>TOTAL DE L'ACTIF</b>                              |          | <b>421 594 004</b> | <b>440 791 120</b> |
| <b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIF</b>                    |          |                    |                    |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                              |          |                    |                    |
| Capital souscrit                                     |          | 10 000 000         | 10 000 000         |
| Actions propres                                      | 3        | (950 000)          | (950 000)          |
| Réserves légales                                     |          | 3 389 979          | 3 375 498          |
| Autres réserves                                      |          | 196 409 585        | 193 072 782        |
| Résultats reportés                                   |          | 5 119 622          | 5 134 231          |
| Écarts de réévaluation                               |          | 2 947 434          | 2 947 434          |
| Ajustements / Autres variations des capitaux propres |          | (6 094 311)        | (4 536 739)        |
| Sous-total   |          | 210 822 309        | 209 043 205        |
| Résultat net de l'exercice                           |          | 7 006 709          | 4 236 818          |
| Sous-total   |          | 217 829 017        | 213 280 023        |
| Participations ne donnant pas le contrôle            |          | 123 028            | 113 225            |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>                    | <b>3</b> | <b>217 952 045</b> | <b>213 393 249</b> |
| <b>PASSIF</b>  |          |                    |                    |
| <b>PASSIF NON COURANT</b>                            |          |                    |                    |
| Provisions   | 3;13     | 2 764 370          | 2 413 016          |
| Financements obtenus                                 | 3;8;18   | 53 048 697         | 63 650 218         |
| Passifs d'impôt différé                              | 3;17     | 1 239 086          | 1 292 677          |
| Sous-total   |          | 57 052 153         | 67 355 911         |
| <b>PASSIF COURANT</b>                                |          |                    |                    |
| Fournisseurs   | 3        | 40 203 759         | 47 776 275         |
| Avances de clients                                   | 3        | 16 408 548         | 17 516 713         |
| État et autres organismes publics                    | 20       | 9 837 969          | 8 184 599          |
| Actionnaires   |          | 4 724 874          | 2 840 714          |
| Financements obtenus                                 | 3;8;18   | 63 697 234         | 67 733 012         |
| Autres comptes créditeurs                            | 3;20     | 9 900 202          | 7 729 594          |
| Produits constatés d'avance                          | 3;11;20  | 1 817 220          | 8 261 053          |
| Sous-total   |          | 146 589 805        | 160 041 961        |
| <b>TOTAL DU PASSIF</b>                               |          | <b>203 641 959</b> | <b>227 397 872</b> |
| <b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF</b>       |          | <b>421 594 004</b> | <b>440 791 120</b> |

L'administration,

---

 António Luís Amorim Martins

---

 António B. Andrade Miragaia

---

 Maria Benedita A. de Amorim Martins

---

 António E. Lemos Catarino

---

 Maria Luísa A. A. Martins Mendes

---

 Carlos A. S. de Noronha Dias

---

 La Comptable certifiée,

---

 Álvaro D. Neves Vaz

---

 Ricardo N. A. A. Vaz Guimarães

---

 Carla M. P. Ribeiro, C.C. n° 76 474

# COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR NATURE

**\_AU 31 DÉCEMBRE 2017 ET 2016**

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

| PRODUITS ET CHARGES   | NOTES      | 2017              | 2016              |
|---|------------|-------------------|-------------------|
| Ventes et services fournis  | 3;12;20;22 | 146 807 517       | 146 208 655       |
| Subventions d'exploitation  |            | -                 | -                 |
| Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises                       | 3          | -                 | -                 |
| Variation des stocks de la production   | 3;10       | (162 470)         | (12 945)          |
| Travaux au sein de l'entreprise   | 3          | 7 588 515         | 8 156 094         |
| Coût des marchandises vendues et des matières consommées  | 10         | (32 190 152)      | (42 226 063)      |
| Fournitures et services extérieurs  | 20         | (52 318 827)      | (65 744 602)      |
| Frais de personnel  | 3;19;20    | (39 884 962)      | (39 827 523)      |
| Dépréciation de stocks (pertes / reprises)  | 3;10       | (56 899)          | 375 245           |
| Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises)   | 3;18       | (1 125 720)       | (138 589)         |
| Provisions (augmentations / diminutions)  | 3;13       | (351 354)         | 132 490           |
| Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises)                            |            | -                 | -                 |
| Augmentations / diminutions de la juste valeur  | 3;18       | -                 | 3                 |
| Autres revenus  | 14;20      | 22 385 481        | 37 981 279        |
| Autres charges  | 2;14;20    | (16 173 711)      | (15 776 484)      |
| <b>Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts</b>                           |            | <b>34 517 419</b> | <b>29 127 561</b> |
| Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement   | 3;6;7      | (9 428 109)       | (9 320 763)       |
| Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises)                                |            | -                 | -                 |
| <b>Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts)</b>                         |            | <b>25 089 310</b> | <b>19 806 798</b> |
| Intérêts et produits assimilés obtenus  |            | -                 | -                 |
| Intérêts et charges assimilées supportées   | 3;20       | (11 267 487)      | (12 864 738)      |
| <b>Résultat avant impôts</b>  |            | <b>13 821 822</b> | <b>6 942 060</b>  |
| Impôt sur les bénéfices de l'exercice   | 3;17       | (6 805 359)       | (2 698 044)       |
| <b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>   |            | <b>7 016 463</b>  | <b>4 244 015</b>  |
| Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice |            | -                 | -                 |
| <b>RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE :</b>   |            |                   |                   |
| Détenteurs de capitaux de la société mère   |            | 7 006 709         | 4 236 818         |
| Participations ne donnant pas le contrôle   |            | 9 754             | 7 197             |
| <b>Sous-total</b>   |            | <b>7 016 463</b>  | <b>4 244 015</b>  |
| <b>RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ</b>  |            | <b>3,90</b>       | <b>2,36</b>       |

L'administration,

|                                     |                                |                                     |
|-------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|
| António Luís Amorim Martins         | António B. Andrade Miragaia    |                                     |
| Maria Benedita A. de Amorim Martins | António E. Lemos Catarino      |                                     |
| Maria Luísa A. A. Martins Mendes    | Carlos A. S. de Noronha Dias   | La Comptable certifiée,             |
| Álvaro D. Neves Vaz                 | Ricardo N. A. A. Vaz Guimarães | Carla M. P. Ribeiro, C.C. nº 76 474 |

# TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

## \_AU 31 DÉCEMBRE 2017 ET 2016

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

| POSTES  | NOTES                                 | 2017                | 2016                |
|---|---------------------------------------|---------------------|---------------------|
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>                   |                                       |                     |                     |
| Encaissements clients   |                                       | 162 006 521         | 158 442 599         |
| Règlements fournisseurs   |                                       | (104 106 784)       | (118 342 385)       |
| Rémunérations du personnel  |                                       | (32 248 414)        | (33 015 746)        |
|   | Trésorerie générée par les opérations | 25 651 323          | 7 084 467           |
| Impôt sur les bénéfices payé / perçu                                      |                                       | (2 881 061)         | 4 115 892           |
| Autres encaissements / décaissements                                      |                                       | 24 692              | 1 711 228           |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1)</b>               |                                       | <b>22 794 955</b>   | <b>12 911 587</b>   |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                  |                                       |                     |                     |
| DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :  |                                       |                     |                     |
| Immobilisations corporelles   |                                       | (9 420 711)         | (9 924 724)         |
| Immobilisations incorporelles   |                                       | -                   | -                   |
| Immobilisations financières   |                                       | (8 860)             | (2 664)             |
| Autres actifs   |                                       | -                   | -                   |
| ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :  |                                       |                     |                     |
| Immobilisations corporelles   |                                       | 17 673              | 18 461              |
| Autres actifs   |                                       | -                   | -                   |
| Intérêts et produits assimilés  |                                       | 2 992 947           | 4 351 971           |
| Dividendes  |                                       | 4 178 380           | 57 991              |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2)</b>              |                                       | <b>(2 240 571)</b>  | <b>(5 498 965)</b>  |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                    |                                       |                     |                     |
| ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :  |                                       |                     |                     |
| Financements obtenus  |                                       | 127 096 427         | 212 844 515         |
| Autres opérations de financement  |                                       | 8 913               | 8 478               |
| DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :  |                                       |                     |                     |
| Financements obtenus  |                                       | (140 614 858)       | (222 834 974)       |
| Financements leasings   |                                       | (1 145 802)         | (1 848 200)         |
| Intérêts et charges assimilées  |                                       | (9 992 560)         | (11 585 716)        |
| Dividendes  |                                       | (900 000)           | (900 000)           |
| Réductions de capital et d'autres instruments de capitaux propres         |                                       | -                   | -                   |
| Autres opérations de financement  |                                       | (11 665)            | (90 475)            |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3)</b>                |                                       | <b>(25 559 546)</b> | <b>(24 406 371)</b> |
| Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3)          |                                       | (5 005 162)         | (16 993 749)        |
| Effets advenant des différences de change                                 |                                       | (256 924)           | (603 360)           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice       |                                       | 12 818 957          | 30 416 066          |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b> |                                       | <b>4</b>            | <b>7 556 870</b>    |

L'administration,

---

 António Luís Amorim Martins

---

 António B. Andrade Miragaia

---

 Maria Benedita A. de Amorim Martins

---

 António E. Lemos Catarino

---

 Maria Luísa A. A. Martins Mendes

---

 Carlos A. S. de Noronha Dias

---

 Álvaro D. Neves Vaz

---

 Ricardo N. A. A. Vaz Guimarães

La Comptable certifiée,

---

 Carla M. P. Ribeiro, C.C. n° 76 474

# ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE 2017

MONTANTS EXPRIMÉS EN EUROS

| CAPITAUX PROPRES ATTRIBUÉS AUX DÉTENTEURS DE CAPITAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE    |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
|---|------------------|-------------------------|------------------|-----------------|--------------------|------------------------|--|----------------------------|-------------|---|----------------------------|-------------|
| NOTES   | CAPITAL SOUSCRIT | ACTIONS (PARTS) PROPRES | RÉSERVES LÉGALES | AUTRES RÉSERVES | RÉSULTATS REPORTÉS | ÉCARTS DE RÉÉVALUATION | AJUSTEMENTS / AUTRES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES | RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE | TOTAL       | PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES |             |
| <b>SITUATION AU 1<sup>er</sup> JANVIER 2017</b>                             | 10 000 000       | (950 000)               | 3 375 498        | 193 072 782     | 5 134 231          | 2 947 434              | (4 536 739)  | 4 236 818                  | 213 280 023 | 113 225                                   | 213 393 249                |             |
| Affectation du résultat de l'exercice                                       | 14 481           |                         |                  | 4 222 337       |                    |                        |  | (4 236 818)                |             |   |                            |             |
| Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 suite à l'affectation du résultat | 10 000 000       | (950 000)               | 3 389 979        | 197 295 119     | 5 134 231          | 2 947 434              | (4 536 739)  | -                          | 213 280 023 | 113 225                                   | 213 393 249                |             |
| <b>VARIATIONS AU COURS DE L'EXERCICE :</b>                                  |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
| Première adoption du nouveau référentiel comptable                          |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
| Changements de méthodes comptables  |                  |                         |                  |                 |                    |                        | 6 948  |                            | 6 948       | 47  | 6 996                      |             |
| Écarts de conversion des états financiers                                   |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
| Libération d'écarts de réévaluation   |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
| Écarts de réévaluation  |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
| Ajustements d'impôt différé   |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
| Application de la méthode de mise en équivalence                            |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
| Autres variations comptabilisées dans les capitaux propres                  |                  |                         | 14 466           | 14 466          | (14 609)           |                        | (1 564 521)  | (1 564 663)                | 2           |   | (1 564 662)                |             |
|   |                  |                         |                  | 14 466          | (14 609)           |                        | (1 557 572)  |                            | (1 557 715) | 49  | (1 557 666)                |             |
| <b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>   |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  | 7 006 709                  | 7 006 709   | 9 754                                     | 7 016 463                  |             |
| Résultat global   |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  | 7 006 709                  | 7 006 709   | 9 754                                     | 7 016 463                  |             |
| <b>OPÉRATIONS AVEC DÉTENTEURS DE CAPITAUX AU COURS DE L'EXERCICE</b>        |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
| Souscriptions de capital  |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
| Souscriptions de primes d'émission  |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
| Distributions   |                  |                         | (900 000)        |                 |                    |                        |  |                            | (900 000)   |   | (900 000)                  |             |
| Apports à la couverture de pertes   |                  |                         |                  |                 |                    |                        |  |                            |             |   |                            |             |
| Autres opérations   |                  |                         |                  | (900 000)       |                    |                        |  |                            | (900 000)   |   | (900 000)                  |             |
| <b>SITUATION À LA FIN DÉCEMBRE 2017</b>                                     | 3                | 10 000 000              | (950 000)        | 3 389 979       | 196 409 585        | 5 119 622              | 2 947 434  | (6 094 311)                | 7 006 709   | 217 829 017                               | 123 028                    | 217 952 045 |

L'administration,

La Comptable certifiée,

Carlos A. S. de Noronha Dias

Alvaro D. Neves Vaz

António Luis Amorim Martins

António E. Lemos Catarino

Ricardo N. A. Vaz Guimarães

António B. Andrade Miragaia

Maria Benedita A. de Amorim Martins

Maria Luísa A. Martins Mendes

Carla M. P. Ribeiro, C.C. n.º 76 474

# ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017

## 1\_ INTRODUCTION

CONDURIL - Engenharia, S.A. (« CONDURIL » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835 – 4445-416 Ermesinde – Valongo ; accompagnée de ses sociétés associées (« groupe »), elles ont pour activité principale les marchés publics de travaux et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Nous considérons que ces états financiers consolidés donnent une image fidèle des opérations des entreprises faisant partie du groupe, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

Les états financiers consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.

## 2\_ RÉFÉRENTIEL COMPTABLE POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables du groupe et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :

- Décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel n° 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis n° 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis n° 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;
- Arrêté ministériel n° 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes).

2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle advenant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent, à l'exception des faits suivants :

- En vertu de la mise en liquidation, en 2016, des filiales 4M Properties, S.A. et Mabalane – Inertes, Lda., les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 tiennent compte de l'impact de cette opération.

2.3. Impact des modifications du référentiel comptable :

Le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin, contient un ensemble de modifications du référentiel comptable à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 contiennent une modification concernant la comptabilisation des responsabilités associées aux prestations de retraite. Ainsi, ces états financiers tiennent compte, dans les capitaux propres, de l'effet de la réévaluation du passif concernant les gains et les pertes actuariels. Le 31 décembre 2016, l'impact de cette modification dans les capitaux propres (augmentation) était de 65 644 euros (le 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'augmentation s'élevait à 541 672 euros).

## 3\_ PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

### 3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables des entreprises faisant partie du groupe, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal (NCRF).

#### a\_ Principes de consolidation

Les principes de consolidation adoptés par le groupe lors de la préparation de ses états financiers consolidés sont les suivants :

##### i\_ Participations dans des filiales

Les participations financières dans des entreprises dans lesquelles le groupe détient, directement ou indirectement, plus de 50 % des droits de vote dans l'assemblée générale ou dans lesquelles il détient le pouvoir de contrôler leurs politiques financières et opérationnelles (définition de contrôle utilisée par le groupe) sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration globale. Les capitaux propres et le résultat net de ces entreprises correspondant à la participation de tiers sont présentés séparément dans le bilan consolidé et dans le compte de résultat consolidé, dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

Lorsque les pertes attribuables aux actionnaires / associés minoritaires dépassent l'intérêt minoritaire dans les capitaux propres de la filiale, le groupe absorbe cet excédent et toutes les pertes supplémentaires, sauf si les actionnaires / associés minoritaires sont tenus et en mesure de couvrir ces pertes. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, ceux-ci sont attribués au groupe jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires imputée au groupe ait été couverte.

Le résultat des filiales acquises ou vendues au cours de l'exercice est compris dans le compte de résultat depuis la date de leur acquisition ou jusqu'à la date de leur vente, respectivement.

Le cas échéant, des ajustements aux états financiers des filiales sont effectués afin d'adapter leurs méthodes comptables à celles utilisées par le groupe. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises du groupe sont supprimés lors du processus de consolidation.

Dans les situations où le groupe détient, en substance, le contrôle d'autres entités créées dans un but déterminé (« Entités ad hoc »), même s'il ne détient pas des participations en capital directement ou indirectement dans ces entités, celles-ci sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

##### ii\_ Participations dans des sociétés associées

Les participations financières dans des sociétés associées (les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence considérable, mais sans avoir leur contrôle ou un contrôle conjoint, à travers la participation aux décisions financières et opérationnelles de la société – généralement il s'agit d'investissements représentant entre 20 % et 50 % du capital d'une société – sont considérées comme telles) sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières dans des sociétés associées sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou déduit de la valeur correspondant à la part des capitaux propres de ces sociétés, déclarées à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence. Les participations financières sont ultérieurement ajustées chaque année par la valeur correspondante à la participation dans le résultat net des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. De plus, les dividendes de ces entreprises sont enregistrés comme une diminution de la valeur de l'investissement, la part proportionnelle dans les variations des capitaux propres étant enregistrée comme une variation des capitaux propres du groupe.

Les différences entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de la société associée à la date d'acquisition, si elles sont positives, sont comptabilisées comme *goodwill*. Si ces différences sont négatives, après nouvelle confirmation de la juste valeur attribuée, elles sont enregistrées comme gains de l'exercice dans le poste « Autres revenus ».

Une évaluation des participations dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme charges. Lorsque les pertes de valeur comptabilisées au cours d'exercices précédents cessent d'exister, elles font l'objet d'une reprise.

Lorsque la part du groupe dans les pertes cumulées de la société associée dépasse la valeur enregistrée de l'investissement, celui-ci est déclaré comme nul, sauf si le groupe s'est engagé avec la société associée, une provision pour faire face à ces obligations étant enregistrée dans ces cas.

Les revenus latents sur des transactions avec des sociétés associées sont supprimés dans les mêmes proportions que la participation du groupe dans la société associée, en contrepartie de l'investissement dans celle-ci. Les pertes latentes sont supprimées de manière similaire, mais seulement dans la mesure où la perte n'indique pas que l'actif transféré a subi une perte de valeur.

### iii\_ Entités contrôlées conjointement

Les participations financières dans des entreprises / entités contrôlées conjointement ont été consolidées dans les états financiers ci-joints selon la méthode de l'intégration proportionnelle, depuis la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

La classification des participations financières détenues dans des entreprises / entités contrôlées conjointement est déterminée sur la base :

- des accords d'actionnaires régissant le contrôle conjoint ;
- du pourcentage effectif de détention ;
- des droits de vote détenus.

Toute différence de consolidation générée lors de l'acquisition d'une entreprise / entité contrôlée conjointement est enregistrée selon les méthodes comptables définies pour les filiales. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises contrôlées conjointement sont supprimés dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

### iv\_ Goodwill

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable. La valeur du *goodwill* n'est pas amortie. Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne sont pas reprises et sont enregistrées dans le compte de résultat de l'exercice dans le poste « Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises) ».

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables (y compris des passifs éventuels) à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

Le gain ou la perte concernant la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe.

### v\_ Conversion des états financiers des filiales libellés en monnaie étrangère

Les actifs et les passifs des états financiers des entités étrangères faisant partie de la consolidation sont convertis en euros, selon les taux de change en vigueur à la date de clôture et les revenus et charges selon les taux de change moyens. La différence de change résultant est enregistrée dans le poste de capitaux propres « Autres variations des capitaux propres ».

La valeur du *goodwill* et les ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'entités étrangères sont considérés comme des actifs et des passifs de ces entités et convertis en euros selon le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, la différence de change cumulée est comptabilisée dans le compte de résultat comme gains ou pertes de la cession.

### b\_ Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 3 ans, respectivement.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour le groupe, qu'elles soient contrôlables par le groupe ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont le groupe est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer de bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

### c\_ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle, conformément aux durées de vies utiles estimées comme suit :

|                                    | ANNÉES  |
|------------------------------------|---------|
| Bâtiments et autres constructions  | 10 – 25 |
| Équipement de base                 | 3 – 16  |
| Matériel de transport              | 3 – 8   |
| Fournitures administratives        | 3 – 12  |
| Autres immobilisations corporelles | 3 – 10  |

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession/mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

#### **d\_ Contrats de location**

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme. Les contrats de location dans lesquels le groupe est locataire sont classés comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

#### **e\_ Intégration de succursales**

L'information comptable des succursales où le groupe opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, au Botswana, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Gabon intègre, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation du groupe, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrés comme des revenus ou des charges dans le compte de résultat.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

#### **f\_ Dépréciation des actifs non courants (à l'exception du goodwill)**

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La somme recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui résulterait

de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise. La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

#### **g\_ Charges des financements obtenus**

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

#### **h\_ Stocks**

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

#### **i\_ Instruments financiers**

##### **i\_ Investissements**

Les investissements dans d'autres entreprises sont enregistrés au coût d'acquisition ou, dans le cas des emprunts accordés, à la valeur nominale. Une évaluation de ces investissements est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

##### **ii\_ Créances comptables**

Les créances comptables sont enregistrées à leur valeur nominale et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue. À cet effet, le groupe prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non perçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

##### **iii\_ Financements**

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur valeur nominale, déduit des charges de transaction directement imputables à l'émission de ces passifs. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

##### **iv\_ Fournisseurs et dettes comptables**

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers qui ne portent pas d'intérêts sont enregistrées à leur valeur nominale.

**v\_ Passifs financiers et instruments de capitaux propres**

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégagant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou perçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

**vi\_ Actions propres**

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abattement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

**vii\_ Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage**

Le groupe ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque le groupe transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité. Si le groupe conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les soldes des clients titrisés par des effets escomptés et non échus et les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers consolidés, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

**viii\_ Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

**j\_ Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels**

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par le groupe comme : (i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du groupe ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour le groupe. Le groupe ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

**k\_ Périodes économiques**

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

**l\_ Impôt sur les bénéfices de l'exercice**

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés sur la base du résultat imposable de chaque entreprise de la consolidation, conformément aux règles fiscales en vigueur.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du *goodwill* non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

**m\_ Actifs non courants détenus à la vente**

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue. On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

**n\_ Subventions gouvernementales ou d'autres organismes publics**

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

**o\_ Compléments de pension**

CONDURIL - Engenharia, S.A. s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements, CONDURIL - Engenharia, S. A. a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 – Avantages du personnel.

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

**p\_ Produit**

Le groupe comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 – Contrats de construction, selon la méthode du pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, le groupe comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie. Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes sont comptabilisés comme des revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel son attribution est décidée.

#### **q\_ Charges afférentes à la préparation de propositions**

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

#### **r\_ Travaux au sein de l'entreprise**

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à de travaux de construction et d'amélioration exécutés par des entreprises du groupe, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

#### **s\_ Faits survenus après la clôture de l'exercice**

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers consolidés. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent des conditions survenues après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiquées dans l'annexe aux états financiers consolidés.

#### **t\_ Jugements et estimations**

Lors de la préparation des états financiers, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation s'est basé sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers consolidés des exercices prenant fin le 31 décembre 2017 et 2016 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

### 3.2. Autres méthodes comptables importantes

#### a\_ Résultats par action

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

#### b\_ Monnaie étrangère

Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des charges et des produits dans le compte de résultat de l'exercice.

Les différences de change associés à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

| MONNAIE             | MONNAIE DE CONVERSION | 2017        |              | 2016        |              |
|---------------------|-----------------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
|                     |                       | 31 DÉCEMBRE | CHANGE MOYEN | 31 DÉCEMBRE | CHANGE MOYEN |
| Dollar américain    | Euro                  | 0,83382     | n/a          | 0,94868     | n/a          |
| Dirham marocain     | Euro                  | 0,08939     | 0,09123      | 0,09394     | 0,09231      |
| Pula botswanais     | Euro                  | 0,08480     | 0,08545      | 0,08910     | 0,08329      |
| Metical mozambicain | Euro                  | 0,01420     | 0,01397      | 0,01333     | 0,01430      |
| Escudo cap-verdien  | Euro                  | 0,00907     | 0,00907      | 0,00907     | 0,00907      |
| Franc CFA           | Euro                  | 0,00152     | 0,00152      | 0,00152     | 0,00152      |
| Kwacha zambien      | Euro                  | 0,08341     | 0,09219      | 0,09585     | 0,08841      |
| Kwacha malawien     | Euro                  | 0,00115     | 0,00121      | 0,00132     | 0,00127      |
| Kwanza angolais     | Euro                  | 0,00529     | 0,00526      | 0,00529     | 0,00537      |
| Rand sud-africain   | Euro                  | 0,06702     | 0,06634      | 0,06976     | n/a          |
| Dollar namibien     | Euro                  | 0,06734     | 0,06617      | 0,06973     | n/a          |

### 3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés

Lors de la préparation des états financiers consolidés conformément aux règles comptables NCRF, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés. Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

### 3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers consolidés ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables du groupe, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers consolidés.

### 3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque majeur d'ajustements matériels dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

**a\_ Dépréciation des actifs**

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée de chaque entreprise faisant partie de la consolidation et sur les expectatives futures. Le groupe considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

## 4\_ FLUX DE TRÉSORERIE

4.1. Commentaire de la direction sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

|   | 31.12.2017       | 31.12.2016        |
|---|------------------|-------------------|
| Encaisse                                  | 169 180          | 128 989           |
| Dépôts à vue                              | 6 411 660        | 11 712 250        |
| Dépôts à terme                            | 976 029          | 977 718           |
| <b>TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE</b> | <b>7 556 870</b> | <b>12 818 957</b> |

Face à ce qui a été décrit dans la note 18.4, nous soulignons l'impact positif des 83 041 539 euros dans le poste des dépôts à vue, après la mise à disposition des fonds, qui devra avoir lieu jusqu'au 21 mars 2018.

## 5\_ PARTIES LIÉES

### 5.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion

a\_ Total de rémunérations : 1 294 388 euros (2016 : 1 302 507 euros).

### 5.2. Transactions entre les parties liées

a\_ Nature des relations entre les parties liées :

|  | PAYS       | % DIRECT | % TOTAL |
|--|------------|----------|---------|
| <b>SUCCURSALES :</b>   |            |          |         |
| Angola   | -          | -        | -       |
| Mozambique   | -          | -        | -       |
| Maroc  | -          | -        | -       |
| Botswana   | -          | -        | -       |
| Cap-Vert   | -          | -        | -       |
| Zambie   | -          | -        | -       |
| Malawi   | -          | -        | -       |
| Gabon  | -          | -        | -       |
| <b>FILIALES :</b>  |            |          |         |
| Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.                       | Portugal   | 100,00   | 100,00  |
| Edirio – Construções, S.A.   | Portugal   | 100,00   | 100,00  |
| Métis Engenharia, Lda.   | Angola     | 99,00    | 99,00   |
| ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.                                       | Mozambique | 100,00   | 100,00  |
| Urano, Lda.  | Angola     | 99,00    | 99,00   |
| Conduril Engenharia – Açores, S.A.   | Portugal   | 100,00   | 100,00  |
| <b>ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT :</b>                                      |            |          |         |
| Edifer / RRC / Conduril, ACE   | Portugal   | 33,33    | 33,33   |
| Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE                  | Maroc      | 33,33    | 33,33   |
| Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE  | Maroc      | 33,33    | 33,33   |
| Groupement Túnel de Nador, Construção ACE                                      | Maroc      | 50,00    | 50,00   |
| RAL – Rodovias do Algarve Litoral, ACE   | Portugal   | 16,67    | 16,67   |
| RBA – Rodovias do Baixo Alentejo, ACE  | Portugal   | 17,86    | 17,86   |
| UTE Alcántara – Garrovillas  | Espagne    | 15,00    | 15,00   |
| <b>AUTRES PARTICIPATIONS :</b>   |            |          |         |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A.   | Portugal   | 21,64    | 23,64   |
| SPER – Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.    | Portugal   | 20,11    | 21,85   |
| Planestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.                           | Portugal   | 33,33    | 33,33   |
| Marestrada – Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.                            | Portugal   | 33,33    | 33,33   |
| <b>PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION :</b>   |            |          |         |
| <b>CONSEIL D'ADMINISTRATION :</b>  |            |          |         |
| António Luís Amorim Martins (président) – PCA                                  |            |          |         |
| Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (présidente du comité exécutif) – PDG |            |          |         |
| Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-présidente du comité exécutif) |            |          |         |
| Álvaro Duarte Neves Vaz  |            |          |         |
| António Baraças Andrade Miragaia   |            |          |         |
| António Emanuel Lemos Catarino   |            |          |         |
| Carlos António Soares de Noronha Dias  |            |          |         |
| Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães  |            |          |         |
| <b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>  |            |          |         |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.                               | Portugal   | -        | -       |
| Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.                                   | Portugal   | -        | -       |

**b\_ Transactions et soldes ouverts :**

Au cours de cet exercice, le groupe a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2017 :

| PARTIES LIÉES   | SOLDES OUVERTS<br>ACTIFS | SOLDES OUVERTS<br>PASSIFS | PROVISIONS |
|---|--------------------------|---------------------------|------------|
| <b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b> |                          |                           |            |
| Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE                                     | 811 892                  | -                         | -          |
|   | 811 892                  | -                         | -          |
| <b>AUTRES PARTICIPATIONS :</b>  |                          |                           |            |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A.  | 13 473 348               | -                         | -          |
| SPER – Soc. Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.      | 20 332 371               | -                         | -          |
|   | 33 805 719               | -                         | -          |
| <b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>   |                          |                           |            |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.                            | 49 707                   | 55 946                    | -          |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola      | 1 847 360                | 1 515 393                 | -          |
|   | 1 897 067                | 1 571 339                 | -          |

| PARTIES LIÉES  | REVENUS | CHARGES |
|--|---------|---------|
| <b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>  |         |         |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.                       | 329 521 | 102 852 |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola | 235 199 | 747 713 |
|  | 564 720 | 850 565 |

Au 31 décembre 2016 :

| PARTIES LIÉES   | SOLDES OUVERTS<br>ACTIFS | SOLDES OUVERTS<br>PASSIFS | PROVISIONS |
|---|--------------------------|---------------------------|------------|
| <b>ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :</b> |                          |                           |            |
| Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE                                     | 808 096                  | -                         | -          |
|   | 808 096                  | -                         | -          |
| <b>AUTRES PARTICIPATIONS :</b>  |                          |                           |            |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A.  | 13 473 348               | -                         | -          |
| SPER – Soc. Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.      | 20 332 371               | -                         | -          |
|   | 33 805 719               | -                         | -          |
| <b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>   |                          |                           |            |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.                            | 1 652 962                | 1 265 319                 | -          |
|   | 1 652 962                | 1 265 319                 | -          |

| PARTIES LIÉES  | REVENUS | CHARGES |
|--|---------|---------|
| <b>AUTRES PARTIES LIÉES :</b>  |         |         |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.                       | -       | 692 481 |
| Geonorte – Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola | 232 767 | 262 387 |
|  | 232 767 | 954 868 |

## 6\_ IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

6.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

a\_ Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens comme suit :

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES – AUTRES | DURÉE DE VIE UTILE | TAUX D'AMORTISSEMENT |
|--|--------------------|----------------------|
| Logiciels                              | 3                  | 33,33 %              |
| Droits de superficie                   | 60                 | 1,66 %               |
| Autres immobilisations incorporelles   | 3                  | 33,33 %              |

b\_ Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base des taux d'amortissement établis par le Décret réglementaire n° 25/2009, du 14 septembre.

c\_ Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :

| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES – AUTRES | 31.12.2017       |                                    | 31.12.2016       |                                    |
|--|------------------|------------------------------------|------------------|------------------------------------|
|  | ACTIF BRUT       | AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR | ACTIF BRUT       | AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR |
| Logiciels                              | 97 873           | 86 085                             | 97 873           | 77 401                             |
| Propriété industrielle                 | 48 446           | 1 325                              | 48 446           | 1 325                              |
| Droits de superficie                   | 5 801 425        | 580 447                            | 5 801 425        | 549 069                            |
| Autres immobilisations incorporelles   | 2 006            | 1 727                              | 2 006            | 1 727                              |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>5 949 750</b> | <b>669 583</b>                     | <b>5 949 750</b> | <b>629 522</b>                     |

d\_ La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :

| AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE – AUTRES | 31.12.2017    | 31.12.2016    |
|---------------------------------------|---------------|---------------|
| Logiciels                             | 8 683         | 8 232         |
| Propriété industrielle                | -             | -             |
| Droits de superficie                  | 31 378        | 31 465        |
| Autres immobilisations incorporelles  | -             | -             |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>40 061</b> | <b>39 697</b> |

e\_ Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2017 et 2016 sont indiqués dans le tableau qui suit :

|                                 | 2017     |                      |               |                        |                                      |                  |
|---------------------------------|----------|----------------------|---------------|------------------------|--------------------------------------|------------------|
|                                 | GOODWILL | DROITS DE SUPERFICIE | LOGICIELS     | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE | AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | TOTAL            |
| <b>ACTIF BRUT :</b>             |          |                      |               |                        |                                      |                  |
| Solde au 31.12.2016             | -        | 5 801 425            | 97 873        | 48 446                 | 2 006                                | 5 949 750        |
| Acquisitions                    | -        | -                    | -             | -                      | -                                    | -                |
| Transferts et mise au rebut     | -        | -                    | -             | -                      | -                                    | -                |
| Solde au 31.12.2017             | -        | 5 801 425            | 97 873        | 48 446                 | 2 006                                | 5 949 750        |
| <b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b> |          |                      |               |                        |                                      |                  |
| Solde au 31.12.2016             | -        | 549 069              | 77 401        | 1 325                  | 1 727                                | 629 522          |
| Acquisitions                    | -        | 31 378               | 8 683         | -                      | -                                    | 40 061           |
| Transferts et mise au rebut     | -        | -                    | -             | -                      | -                                    | -                |
| Solde au 31.12.2017             | -        | 580 447              | 86 085        | 1 325                  | 1 727                                | 669 583          |
| <b>VALEUR NETTE</b>             | <b>-</b> | <b>5 220 979</b>     | <b>11 788</b> | <b>47 121</b>          | <b>279</b>                           | <b>5 280 167</b> |

|                                 | 2016     |                      |               |                        |                                      | TOTAL            |
|---------------------------------|----------|----------------------|---------------|------------------------|--------------------------------------|------------------|
|                                 | GOODWILL | DROITS DE SUPERFICIE | LOGICIELS     | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE | AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES |                  |
| <b>ACTIF BRUT :</b>             |          |                      |               |                        |                                      |                  |
| Solde au 31.12.2015             | -        | 5 787 214            | 96 357        | 48 446                 | 2 006                                | 5 934 023        |
| Changement % détenu             | -        | -                    | -             | -                      | -                                    | -                |
| Acquisitions                    | -        | 13 964               | 1 515         | -                      | -                                    | 15 479           |
| Transferts et mise au rebut     | -        | 247                  | -             | -                      | -                                    | 248              |
| Solde au 31.12.2016             | -        | 5 801 425            | 97 873        | 48 446                 | 2 006                                | 5 949 750        |
| <b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b> |          |                      |               |                        |                                      |                  |
| Solde au 31.12.2015             | -        | 517 604              | 68 727        | 1 325                  | 1 727                                | 589 383          |
| Changement % détenu             | -        | -                    | -             | -                      | -                                    | -                |
| Acquisitions                    | -        | 31 465               | 8 232         | -                      | -                                    | 39 697           |
| Transferts et mise au rebut     | -        | -                    | 442           | -                      | -                                    | 442              |
| Solde au 31.12.2016             | -        | 549 069              | 77 401        | 1 325                  | 1 727                                | 629 522          |
| <b>VALEUR NETTE</b>             | -        | <b>5 252 356</b>     | <b>20 472</b> | <b>47 121</b>          | <b>280</b>                           | <b>5 320 228</b> |

## 7\_ IMMOBILISATIONS CORPORELLES

### 7.1. Information concernant les immobilisations corporelles

#### a\_ Bases d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

#### b\_ Méthode de dépréciation utilisée :

Le groupe amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

#### c\_ Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :

Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens :

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES        | DURÉE DE VIE UTILE | TAUX D'AMORTISSEMENT |
|------------------------------------|--------------------|----------------------|
| Terrains et ressources naturelles  | -                  | -                    |
| Bâtiments et autres constructions  | 10 – 25            | 4 % – 10 %           |
| Équipement de base                 | 3 – 16             | 6,25 % – 33,33 %     |
| Matériel de transport              | 3 – 8              | 12,50 % – 33,33 %    |
| Fournitures administratives        | 3 – 12             | 8,33 % – 33,33 %     |
| Autres immobilisations corporelles | 3 – 10             | 10 % – 33,33 %       |

d/e\_ Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

|                                 | 2017                              |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          |                   |
|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|-------------------|
|                                 | TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES | BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS | ÉQUIPEMENT DE BASE | MATÉRIEL DE TRANSPORT | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | INVESTISSEMENTS EN COURS | TOTAL             |
| <b>ACTIF BRUT :</b>             |                                   |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          |                   |
| Solde au 31.12.2016             | 3 020 930                         | 28 674 759                        | 94 139 612         | 24 228 290            | 2 090 692                   | 1 223 325                          | 10 559 099               | 163 936 707       |
| Changement % détenu             | -                                 | -                                 | -                  | -                     | -                           | -                                  | -                        | -                 |
| Acquisitions                    | -                                 | -                                 | 1 082 123          | 1 185 355             | 45 428                      | 35 863                             | 7 591 747                | 9 940 515         |
| Cessions                        | -                                 | -                                 | (1 934 806)        | (704 954)             | (3 118)                     | -                                  | -                        | (2 642 878)       |
| Autres variations               | (12)                              | 16 547                            | 92 194             | 23 242                | 7 195                       | 3 701                              | 3 542                    | 146 409           |
| Transferts et mise au rebut     | -                                 | 1 264 180                         | 134 723            | (51 514)              | 16 691                      | (7 584)                            | (1 746 806)              | (390 310)         |
| Solde au 31.12.2017             | 3 020 918                         | 29 955 486                        | 93 513 846         | 24 680 419            | 2 156 888                   | 1 255 305                          | 16 407 582               | 170 990 444       |
| <b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b> |                                   |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          |                   |
| Solde au 31.12.2016             | -                                 | 17 793 889                        | 66 853 100         | 19 422 884            | 1 699 517                   | 553 714                            | -                        | 106 323 104       |
| Changement % détenu             | -                                 | -                                 | -                  | -                     | -                           | -                                  | -                        | -                 |
| Acquisitions                    | -                                 | 1 106 221                         | 6 608 985          | 1 373 289             | 90 096                      | 209 457                            | -                        | 9 388 048         |
| Cessions                        | -                                 | -                                 | (1 545 484)        | (694 826)             | (2 207)                     | -                                  | -                        | (2 242 517)       |
| Autres variations               | -                                 | 9 829                             | 88 304             | 23 378                | 6 814                       | 3 511                              | -                        | 131 836           |
| Transferts et mise au rebut     | -                                 | -                                 | 3 273              | (65 901)              | 438                         | 266                                | -                        | (61 924)          |
| Solde au 31.12.2017             | -                                 | 18 909 939                        | 72 008 178         | 20 058 824            | 1 794 658                   | 766 948                            | -                        | 113 538 547       |
| <b>VALEUR NETTE</b>             | <b>3 020 918</b>                  | <b>11 045 547</b>                 | <b>21 505 668</b>  | <b>4 621 595</b>      | <b>362 230</b>              | <b>488 357</b>                     | <b>16 407 582</b>        | <b>57 451 897</b> |

|                                 | 2016                              |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          |                   |
|---------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------|-------------------|
|                                 | TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES | BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS | ÉQUIPEMENT DE BASE | MATÉRIEL DE TRANSPORT | FOURNITURES ADMINISTRATIVES | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | INVESTISSEMENTS EN COURS | TOTAL             |
| <b>ACTIF BRUT :</b>             |                                   |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          |                   |
| Solde au 31.12.2015             | 3 047 602                         | 28 912 734                        | 81 905 055         | 30 204 543            | 2 235 928                   | 2 011 393                          | 12 390 548               | 160 707 803       |
| Changement % détenu             | -                                 | -                                 | (2 205)            | -                     | -                           | (860)                              | -                        | (3 065)           |
| Acquisitions                    | -                                 | 5 923                             | 3 579 581          | 864 671               | 60 897                      | 42 464                             | 8 432 958                | 12 986 494        |
| Cessions                        | -                                 | (141 665)                         | (1 121 804)        | (1 228 767)           | (132 206)                   | (18 565)                           | -                        | (2 643 007)       |
| Autres variations               | (26 672)                          | (1 296 928)                       | (1 762 049)        | (395 136)             | (88 232)                    | (33 849)                           | (24 914)                 | (3 627 780)       |
| Transferts et mise au rebut     | -                                 | 1 194 695                         | 11 541 034         | (5 217 021)           | 14 305                      | (777 258)                          | (10 239 493)             | (3 483 738)       |
| Solde au 31.12.2016             | 3 020 930                         | 28 674 759                        | 94 139 612         | 24 228 290            | 2 090 692                   | 1 223 325                          | 10 559 099               | 163 936 707       |
| <b>AMORTISSEMENTS CUMULÉS :</b> |                                   |                                   |                    |                       |                             |                                    |                          |                   |
| Solde au 31.12.2015             | -                                 | 17 386 389                        | 62 565 962         | 21 183 245            | 1 737 709                   | 684 956                            | -                        | 103 558 261       |
| Changement % détenu             | -                                 | -                                 | (2 205)            | -                     | -                           | (860)                              | -                        | (3 065)           |
| Acquisitions                    | -                                 | 1 006 795                         | 6 210 080          | 1 758 623             | 95 375                      | 210 193                            | -                        | 9 281 066         |
| Cessions                        | -                                 | (33 690)                          | (685 748)          | (1 202 872)           | (67 001)                    | (10 472)                           | -                        | (1 999 783)       |
| Autres variations               | -                                 | (565 605)                         | (1 556 328)        | (353 693)             | (66 150)                    | (29 677)                           | -                        | (2 571 453)       |
| Transferts et mise au rebut     | -                                 | -                                 | 321 339            | (1 962 419)           | (416)                       | (300 426)                          | -                        | (1 941 922)       |
| Solde au 31.12.2016             | -                                 | 17 793 889                        | 66 853 100         | 19 422 884            | 1 699 517                   | 553 714                            | -                        | 106 323 104       |
| <b>VALEUR NETTE</b>             | <b>3 020 930</b>                  | <b>10 880 870</b>                 | <b>27 286 512</b>  | <b>4 805 406</b>      | <b>391 175</b>              | <b>669 611</b>                     | <b>10 559 099</b>        | <b>57 613 603</b> |

7.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES        | DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION |                  |
|------------------------------------|--|------------------|
|                                    | 31.12.2017                                       | 31.12.2016       |
| Bâtiments et autres constructions  | -  | 2 812 511        |
| Équipement de base                 | 7 591 747  | 5 405 252        |
| Matériel de transport              | -  | 199 702          |
| Autres immobilisations corporelles | -  | 15 493           |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>7 591 747</b>                                 | <b>8 432 958</b> |

### 7.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

| IMMOBILISATIONS CORPORELLES        | DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT | DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE COMME UNE PARTIE DU COÛT D'AUTRES ACTIFS | TOTAL            |
|------------------------------------|---|---|------------------|
| Bâtiments et autres constructions  | 1 106 221   | -   | 1 106 221        |
| Équipement de base                 | 6 608 985   | -   | 6 608 985        |
| Matériel de transport              | 1 373 289   | -   | 1 373 289        |
| Fournitures administratives        | 90 096  | -   | 90 096           |
| Autres immobilisations corporelles | 209 457   | -   | 209 457          |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>9 388 048</b>                                      | <b>-</b>  | <b>9 388 048</b> |

### 7.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

| AMORTISSEMENT CUMULÉ               | 31.12.2017         | 31.12.2016         |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|
| Bâtiments et autres constructions  | 18 909 939         | 17 793 889         |
| Équipement de base                 | 72 008 177         | 66 853 100         |
| Matériel de transport              | 20 058 824         | 19 422 884         |
| Fournitures administratives        | 1 794 658          | 1 699 517          |
| Autres immobilisations corporelles | 766 949            | 553 714            |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>113 538 547</b> | <b>106 323 104</b> |

### 7.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2017 et 2016, concernent les projets suivants :

|                                   | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Bâtiments et autres constructions | 16 407 582        | 10 192 404        |
| Équipements                       | -                 | 166 993           |
| Autres actifs                     | -                 | 199 702           |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>16 407 582</b> | <b>10 559 099</b> |

### 7.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

| 2017         | ACTIF BRUT         | AMORTISSEMENTS CUMULÉS | MONTANT NET       |
|--------------|--------------------|------------------------|-------------------|
| Portugal     | 45 874 440         | 32 556 744             | 13 317 696        |
| Angola       | 93 818 710         | 60 114 655             | 33 704 054        |
| Mozambique   | 13 660 734         | 8 978 822              | 4 681 912         |
| Maroc        | 2 748 957          | 2 543 097              | 205 860           |
| Botswana     | 89 614             | 76 064                 | 13 549            |
| Cap-Vert     | 51 348             | 49 705                 | 1 642             |
| Zambie       | 11 055 488         | 7 351 990              | 3 703 498         |
| Malawi       | 1 798 614          | 781 631                | 1 016 983         |
| Gabon        | 1 892 539          | 1 085 839              | 806 700           |
| <b>TOTAL</b> | <b>170 990 444</b> | <b>113 538 547</b>     | <b>57 451 897</b> |

| 2016         | ACTIF BRUT         | AMORTISSEMENTS CUMULÉS | MONTANT NET       |
|--------------|--------------------|------------------------|-------------------|
| Portugal     | 46 399 663         | 32 644 517             | 13 755 147        |
| Angola       | 86 843 133         | 56 548 159             | 30 294 974        |
| Mozambique   | 13 292 923         | 8 158 406              | 5 134 517         |
| Maroc        | 2 748 957          | 2 382 435              | 366 522           |
| Botswana     | 75 227             | 73 843                 | 1 384             |
| Cap-Vert     | 79 645             | 65 121                 | 14 524            |
| Zambie       | 10 832 366         | 5 420 754              | 5 411 612         |
| Malawi       | 1 798 310          | 411 696                | 1 386 614         |
| Gabon        | 1 866 482          | 618 173                | 1 248 309         |
| <b>TOTAL</b> | <b>163 936 707</b> | <b>106 323 104</b>     | <b>57 613 603</b> |

## 8\_ CONTRATS DE LOCATION

### 8.1. Contrats de location-financement - Locataires

a\_ Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2017 et 2016 :

|                       | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|-----------------------|------------------|------------------|
| Équipement de base    | 820 886          | 658 710          |
| Matériel de transport | 745 358          | 370 855          |
| <b>TOTAL</b>          | <b>1 566 244</b> | <b>1 029 565</b> |

b\_ Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2017 et 2016 et leur valeur actuelle :

|   | 31.12.2017       | 31.12.2016     |
|---|------------------|----------------|
| Paiements minimaux jusqu'à un an                        | 504 068          | 168 111        |
| Paiements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans | 971 942          | 213 878        |
| Paiements minimaux de plus de 5 ans                     | -                | -              |
| <b>TOTAL DE PAIEMENTS MINIMAUX</b>                      | <b>1 476 009</b> | <b>381 989</b> |
| Paiement d'intérêts futurs                              | 28 957           | 6 047          |
| <b>VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS</b>              | <b>1 447 052</b> | <b>375 942</b> |

c\_ Total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :

|                                | PAIEMENTS MINIMAUX |                | VALEUR ACTUELLE  |                |
|--------------------------------|--------------------|----------------|------------------|----------------|
|                                | 31.12.2017         | 31.12.2016     | 31.12.2017       | 31.12.2016     |
| Moins d'un an                  | 504 068            | 168 111        | 489 475          | 164 355        |
| Plus d'un an et moins de 5 ans | 971 942            | 213 878        | 957 577          | 211 587        |
| Plus de 5 ans                  | -                  | -              | -                | -              |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>1 476 009</b>   | <b>381 989</b> | <b>1 447 052</b> | <b>375 942</b> |

## 9\_ PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES ET DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

### 9.1. Coentreprises

a\_ Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :

| DESCRIPTION   | TYPE DE COENTREPRISE           | AUTRES PARTICIPANTS                 |
|---|--------------------------------|-------------------------------------|
| Edifer / RRC / Conduril, ACE                                  | Entité contrôlée conjointement | Elevation et RRC                    |
| Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE | Entité contrôlée conjointement | Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos |
| Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE                       | Entité contrôlée conjointement | Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos |
| Groupement Túnel de Nador, Construção ACE                     | Entité contrôlée conjointement | Jaime Ribeiro e Filhos              |
| RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE                        | Entité contrôlée conjointement | Edifer et Tecnovia                  |
| RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE                         | Entité contrôlée conjointement | Edifer et Tecnovia                  |

b\_ Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :

| DÉNOMINATION SOCIALE  | QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENU | MÉTHODE DE CONSOLIDATION    |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
| Edifer / RRC / Conduril, ACE                                  | 33,33 %                     | Intégration proportionnelle |
| Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE | 33,33 %                     | Intégration proportionnelle |
| Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE                       | 33,33 %                     | Coût                        |
| Groupement Túnel de Nador, Construção ACE                     | 50 %                        | Intégration proportionnelle |
| RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE                        | 16,67 %                     | Intégration proportionnelle |
| RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE                         | 17,86 %                     | Intégration proportionnelle |

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupement CJA / Lot 3 – Construção ACE, Groupement Túnel de Nador, Construção ACE et Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril – Construção, ACE n'étaient pas disponibles.

**c\_ Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :**

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle, de la date à laquelle le contrôle est partagé jusqu'au terme effectif de celui-ci. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable.

## 9.2. Filiales

**a\_ Liste et description des filiales :**

| DESCRIPTION  | MÉTHODE DE CONSOLIDATION |
|--|--------------------------|
| Conduril – Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A. | Consolidation intégrale  |
| Edirio – Construções, S.A.                               | Consolidation intégrale  |
| Métis Engenharia, Lda.                                   | Consolidation intégrale  |
| ENOP – Engenharia e Obras Públicas, Lda.                 | Consolidation intégrale  |
| Urano, Lda.  | Consolidation intégrale  |
| Conduril Engenharia – Açores, S.A.                       | Consolidation intégrale  |

## 9.3. Détail du poste « Autres immobilisations financières »

| AUTRES PARTICIPATIONS ENREGISTRÉES AU COÛT | 31.12.2017     | 31.12.2016     |
|--|----------------|----------------|
| Rotas do Algarve Litoral, S.A.             | 130 000        | 130 000        |
| SPER, S.A.                                 | 149 500        | 149 500        |
| Planestrada – Op. Manut. Rod., S.A.        | 5 001          | 5 000          |
| Marestrada – Op. Manut. Rod., S.A.         | 5 001          | 5 000          |
| Norgarante                                 | 10 000         | 10 000         |
| BAI - Banco Africano Investimento          | 341 375        | 341 375        |
| Lusitânia Seguros                          | 76 815         | 76 815         |
| SDMH - Soc. Desenvolvimento Mini-Hídricas  | -              | 1 400          |
| Autres                                     | 5 342          | 5 342          |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>723 036</b> | <b>724 432</b> |

Associé à ces participations, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés dans le poste « Autres immobilisations financières » :

| DÉNOMINATION SOCIALE                      | EMPRUNTS ACCORDÉS |                   |
|---|-------------------|-------------------|
|   | 2017              | 2016              |
| UTE Alcántara-Garrovillas                 | -                 | -                 |
| SPER, S.A.                                | 20 332 373        | 20 332 371        |
| Rotas do Algarve Litoral, S.A.            | 13 473 348        | 13 473 348        |
| SDMH - Soc. Desenvolvimento Mini-Hídricas | -                 | 23 800            |
| Autres - Titres de dette publique         | 55 470 944        | -                 |
| Autres - FCT                              | 26 003            | 16 806            |
| <b>TOTAL</b>                              | <b>89 302 668</b> | <b>33 846 325</b> |

Le 31 décembre 2017, suite aux modifications prévues dans le paiement de titres de dette publique, ceux-ci ont été reclassés dans le poste « Autres immobilisations financières ».

## 10\_STOCKS

### 10.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

Le groupe évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

### 10.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

| STOCKS   | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|--|-------------------|-------------------|
| Matières premières et fournitures consommables | 12 548 342        | 13 130 157        |
| Marchandises                                   | 27 806            | 50 190            |
| Produits finis et intermédiaires               | 682 774           | 534 172           |
| Produits et travaux en cours                   | 129 696           | 439 883           |
| Pertes de valeur                               | (847 802)         | (790 903)         |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>12 540 815</b> | <b>13 363 499</b> |

### 10.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

|  | MARCHANDISES |            | MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES |                   |
|--|--------------|------------|--|-------------------|
|  | 31.12.2017   | 31.12.2016 | 31.12.2017                                     | 31.12.2016        |
| Stock initial                            | 50 190       | 13 642     | 12 339 254                                     | 11 616 466        |
| Pertes de valeur sur stocks              | -            | -          | -  | (1 550 463)       |
| Achats                                   | -            | -          | 31 550 766                                     | 44 373 393        |
| Reclassement et régularisation de stocks | (22 384)     | 36 548     | 672  | 125 920           |
| Stock final                              | (27 806)     | (50 190)   | (11 700 540)                                   | (12 339 254)      |
| <b>Charges de l'exercice</b>             | <b>-</b>     | <b>-</b>   | <b>32 190 152</b>                              | <b>42 226 063</b> |

|  | PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES |               | PRODUITS ET TRAVAUX EN COURS |            |
|--|----------------------------------|---------------|------------------------------|------------|
|  | 31.12.2017                       | 31.12.2016    | 31.12.2017                   | 31.12.2016 |
| Stock initial                                | 534 172                          | 596 576       | 439 883                      | 439 883    |
| Reclassement et régularisation de stocks     | 885                              | (49 459)      | -                            | -          |
| Pertes de valeur cumulées                    | -                                | -             | -                            | -          |
| Stock final                                  | (682 774)                        | (534 172)     | (129 696)                    | (439 883)  |
| <b>Variation des stocks de la production</b> | <b>(147 717)</b>                 | <b>12 945</b> | <b>310 187</b>               | <b>-</b>   |

## 10.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

| PERTES DE VALEUR SUR STOCKS                    | 31.12.2017    | 31.12.2016     |
|--|---------------|----------------|
| Marchandises                                   | -             | -              |
| Matières premières et fournitures consommables | 56 899        | 484 306        |
| Produits finis et intermédiaires               | -             | -              |
| Produits et travaux en cours                   | -             | -              |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>56 899</b> | <b>484 306</b> |

| REPRISE DES PERTES DE VALEUR SUR STOCKS        | 31.12.2017    | 31.12.2016       |
|--|---------------|------------------|
| Marchandises                                   | -             | -                |
| Matières premières et fournitures consommables | -             | (859 552)        |
| Produits finis et intermédiaires               | -             | -                |
| Produits et travaux en cours                   | -             | -                |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>-</b>      | <b>(859 552)</b> |
| <b>IMPACT SUR L'EXERCICE</b>                   | <b>56 899</b> | <b>(375 245)</b> |

## 10.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

| PERTES DE VALEUR CUMULÉES                      | MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES |
|--|--|
| <b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2016</b> | <b>790 903</b>                                 |
| Apport   | 56 899   |
| Reprise  | -  |
| Utilisation                                    | -  |
| Variations de taux de change                   | -  |
| <b>Pertes de valeur cumulées au 31.12.2017</b> | <b>847 802</b>                                 |

| PERTES DE VALEUR CUMULÉES                      | MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES |
|--|--|
| <b>PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2015</b> | <b>1 372 753</b>                               |
| Apport   | 484 306  |
| Reprise  | (859 552)                                      |
| Utilisation                                    | -  |
| Variations de taux de change                   | (206 605)                                      |
| <b>Pertes de valeur cumulées au 31.12.2016</b> | <b>790 903</b>                                 |

## 11\_ CONTRATS DE CONSTRUCTION

## 11.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2017 et 2016, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

| OUVRAGE / CONTRAT        | PRODUIT DE L'EXERCICE 2017 | PRODUIT DE L'EXERCICE 2016 |
|--------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Contrats de construction | 139 099 713                | 136 858 568                |
| <b>TOTAL</b>             | <b>139 099 713</b>         | <b>136 858 568</b>         |

### 11.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

### 11.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat ;
- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

### 11.4. Information relative aux contrats de construction en cours

| 2017              | CHARGES ENCOURUES  | PRODUITS COMPTABILISÉS | AVANCES PERÇUES  | RETENUES         |
|-------------------|--------------------|------------------------|------------------|------------------|
| Contrats en cours | 334 598 453        | 430 891 347            | 6 900 473        | 1 977 656        |
| <b>TOTAL</b>      | <b>334 598 453</b> | <b>430 891 347</b>     | <b>6 900 473</b> | <b>1 977 656</b> |

| 2016              | CHARGES ENCOURUES  | PRODUITS COMPTABILISÉS | AVANCES PERÇUES  | RETENUES         |
|-------------------|--------------------|------------------------|------------------|------------------|
| Contrats en cours | 344 121 893        | 412 141 845            | 6 652 309        | 3 135 537        |
| <b>TOTAL</b>      | <b>344 121 893</b> | <b>412 141 845</b>     | <b>6 652 309</b> | <b>3 135 537</b> |

## 12\_ PRODUITS

### 12.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

Le groupe comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

**a\_ Ventes** – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.

**b\_ Prestations de services** – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.

**c\_ Intérêts** – ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

**d\_ Dividendes** – ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

### 12.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :

|                         | 31.12.2017         | 31.12.2016         |
|-------------------------|--------------------|--------------------|
| Ventes de biens         | 2 562 597          | 5 305 003          |
| Prestations de services | 144 244 920        | 140 903 653        |
| Intérêts                | 3 699 513          | 4 934 279          |
| Dividendes              | 4 178 380          | 57 991             |
| <b>TOTAL</b>            | <b>154 685 410</b> | <b>151 200 926</b> |

## 13\_ PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

### 13.1. Provisions

Le groupe comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

| PROVISIONS                       | SOLDE INITIAL    | APPORTS        | RECLASSEMENT | VARIATION DE TAUX DE CHANGE | REPRISE         | SOLDE FINAL      |
|----------------------------------|------------------|----------------|--------------|-----------------------------|-----------------|------------------|
| Garanties fournies à des clients | 2 210 264        | 405 164        | -            | -                           | (60 488)        | 2 554 941        |
| Procédures judiciaires en cours  | 166 650          | -              | -            | -                           | -               | 166 650          |
| Autres provisions                | 36 102           | 15 372         | -            | -                           | (8 695)         | 42 779           |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>2 413 015</b> | <b>420 537</b> | <b>-</b>     | <b>-</b>                    | <b>(69 183)</b> | <b>2 764 370</b> |

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2016, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

| PROVISIONS                       | SOLDE INITIAL    | APPORTS        | RECLASSEMENT | VARIATION DE TAUX DE CHANGE | REPRISE          | SOLDE FINAL      |
|----------------------------------|------------------|----------------|--------------|-----------------------------|------------------|------------------|
| Garanties fournies à des clients | 1 847 085        | 441 583        | -            | -                           | (78 404)         | 2 210 264        |
| Procédures judiciaires en cours  | 166 650          | -              | -            | -                           | -                | 166 650          |
| Autres provisions                | 531 771          | 1 708          | -            | -                           | (497 377)        | 36 102           |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>2 545 505</b> | <b>443 291</b> | <b>-</b>     | <b>-</b>                    | <b>(575 781)</b> | <b>2 413 015</b> |

### 13.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives, le groupe est convaincu que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle – une conviction qui est réaffirmée par notre Bureau juridique interne et par les conseillers juridiques et fiscaux.

### 13.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2017, le groupe avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 59 849 918 euros (le 31 décembre 2016, le montant s'élevait à 80 297 599 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

### 13.4. Gestion des risques financiers

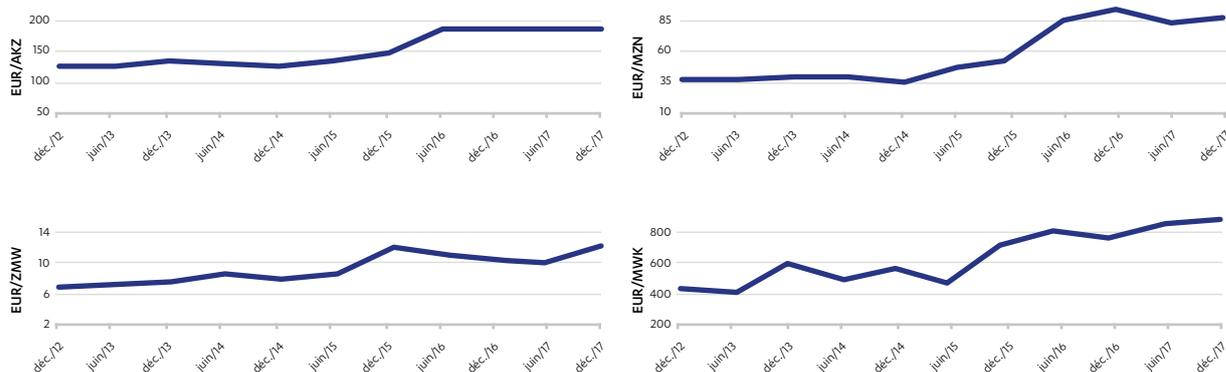
#### a\_ Principes généraux

L'activité de Conduril est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques de Conduril est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser d'éventuels effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

**b\_ Risque de taux de change**

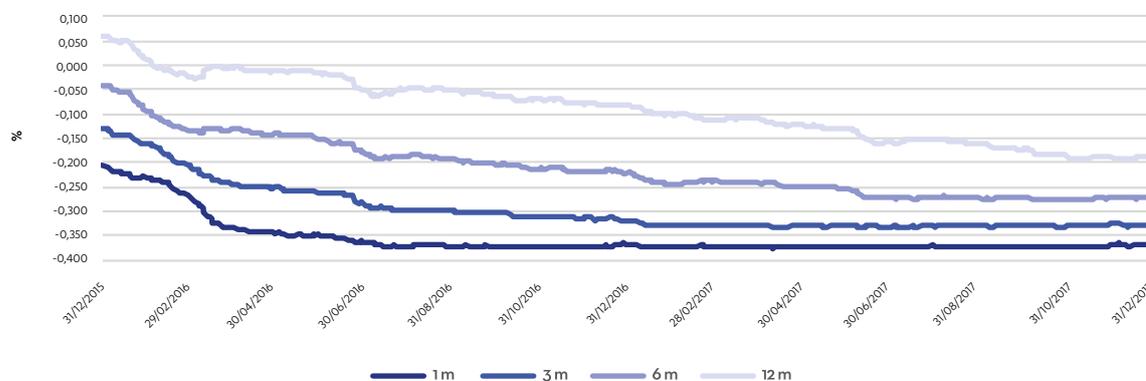
Localisée majoritairement en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi et Gabon), l'activité de Conduril est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha zambien et kwacha malawien face à l'euro a un impact sur les états financiers, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistant.

## ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

**c\_ Risque de taux d'intérêt**

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. En 2017, aucune couverture de taux d'intérêt n'a été réalisée. Cependant, considérant les perspectives sur l'évolution du taux d'intérêt en 2018, nous étudions la possibilité de réaliser une couverture de taux d'intérêt pour une partie de notre financement.

## ÉVOLUTION DU TAUX EURIBOR

**d\_ Risque de crédit**

L'exposition de Conduril au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier du groupe. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

- i\_ d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés ;
- ii\_ de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;
- iii\_ de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;
- iv\_ d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

**e\_ Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- Liquidité – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;
- Sécurité – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et
- Efficacité financière – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Conduril a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'elle gère son exposition au risque de liquidité, Conduril assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. Toujours pour une question de politique, ces facilités sont contractualisées sans impliquer l'octroi de garanties.

## 14\_ EFFET DES VARIATIONS DES COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

### 14.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

|                                    | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Différences de change défavorables |                   |                   |
| - Autres charges                   | 11 419 436        | 7 250 922         |
|                                    | <b>11 419 436</b> | <b>7 250 922</b>  |
| Différences de change favorables   |                   |                   |
| - Autres revenus                   | 11 911 511        | 31 193 681        |
|                                    | <b>11 911 511</b> | <b>31 193 681</b> |

### 14.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

|                            | DIFFÉRENCES DE CHANGE<br>COMPTABILISÉES DANS LES<br>CAPITAUX PROPRES |
|----------------------------|--|
| Solde au 31.12.2016        | (7 548 228)  |
| Apports                    | 7 613  |
| Réductions                 | (62 384)   |
| <b>SOLDE AU 31.12.2017</b> | <b>(7 602 999)</b>   |
|                            | DIFFÉRENCES DE CHANGE<br>COMPTABILISÉES DANS LES<br>CAPITAUX PROPRES |
| Solde au 31.12.2015        | (2 406 420)  |
| Apports                    | 432 526  |
| Réductions                 | (5 574 334)  |
| <b>SOLDE AU 31.12.2016</b> | <b>(7 548 228)</b>   |

## 15\_ ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

### 15.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers consolidés concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

### 15.2. Autorisation pour publication

Ces états financiers consolidés ont été approuvés par le Conseil d'administration, lors de la réunion du 26 février 2018. Le Conseil d'administration considère que ces états financiers donnent une image fidèle des opérations des entreprises faisant partie du groupe, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

### 15.3. Événements postérieurs à la date de clôture ne donnant pas lieu à des ajustements

L'activité de Conduril étant exposée au risque du taux de change du kwanza, il convient de souligner qu'à la date d'adoption des états financiers, le taux de change officiel établi par la Banque Nationale d'Angola (BNA) présente une dévaluation d'environ 40 % par rapport à l'euro.

## 16\_ QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

16.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle du groupe de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017, les charges encourues par le groupe se sont chiffrées à 74 477 euros (en 2016 elles se sont élevées à 52 370 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, le groupe comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

16.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

|                        | MONTANT AFFECTÉ DANS LE<br>COMPTE DE RÉSULTAT |
|------------------------|---|
| Traitement des déchets | 74 477  |
| <b>TOTAL</b>           | <b>74 477</b>                                 |

## 17\_ IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

17.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

|   | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|---|------------------|------------------|
| Impôts courants et ajustements :                |                  |                  |
| Impôts courants de l'exercice                   | 6 702 244        | 2 929 140        |
|   | 6 702 244        | 2 929 140        |
| Impôt différé :                                 |                  |                  |
| Impôt différé lié à des différences temporelles | 103 115          | (231 096)        |
|   | 103 115          | (231 096)        |
| <b>CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>        | <b>6 805 359</b> | <b>2 698 044</b> |

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017 et 2016, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

## 17.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

| RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT                                    | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|---|------------------|------------------|
| Résultat avant impôts   | 13 821 822       | 6 942 060        |
| Charges d'impôt sur les bénéfices   | 6 805 359        | 2 698 044        |
| Taux effectif d'impôt   | 49,24 %          | 38,87 %          |
| Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal et 30 % en Angola en 2016 et 2017) | 4 472 401        | 2 226 378        |
| <b>AJUSTEMENTS :</b>  |                  |                  |
| Taux différenciés d'impôt   | 924 826          | 419 842          |
| Charges non acceptées comme des coûts fiscaux                             | 114 898          | 318 792          |
| Provisions non acceptées comme des charges                                | 81 904           | 160 020          |
| Reprises de provisions non imposées                                       | (268)            | (100 359)        |
| Restitution d'impôts  | (30 633)         | (1 107)          |
| Autres revenus non imposés  | (1 051 148)      | (330 518)        |
| Pertes fiscales générées au cours de l'exercice                           | 3 117 596        | 201 493          |
| Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice                          | (411 762)        | -                |
| Double imposition internationale  | (522 775)        | -                |
| Impositions autonomes   | 200 533          | 524 678          |
| Derrama (impôt municipal)   | -                | -                |
| Impôt différé découlant d'exercices précédents                            | 103 115          | (231 096)        |
| Autres  | (193 328)        | (490 080)        |
|   | 2 332 958        | 471 666          |
| <b>CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>                                  | <b>6 805 359</b> | <b>2 698 044</b> |

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2017, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

## 17.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2017, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

| ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ                  | SOLDE INITIAL  | AUTRES VARIATIONS | APPORT         | REPRISE          | SOLDE FINAL    |
|---|----------------|-------------------|----------------|------------------|----------------|
| Garanties des ouvrages                  | 44 097         | -                 | 18 698         |                  | 62 795         |
| Application du pourcentage d'avancement | 2 020          | -                 |                | (2 020)          | -              |
| Provisions non acceptées                | 235 071        | 191               | -              |                  | 235 262        |
| Pertes fiscales                         | 236 714        | (30 708)          | -              | (206 006)        | -              |
| Autres                                  | 42 776         | (1 542)           | 103 713        | (40 633)         | 104 314        |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>560 678</b> | <b>(32 059)</b>   | <b>122 411</b> | <b>(248 659)</b> | <b>402 371</b> |

| PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ | SOLDE INITIAL    | AUTRES VARIATIONS | APPORT        | REPRISE         | SOLDE FINAL      |
|-------------------------|------------------|-------------------|---------------|-----------------|------------------|
| Écarts de réévaluation  | 1 057 889        | -                 | -             | (72 942)        | 984 947          |
| Charges non acceptées   | 234 788          | (30 458)          | 49 809        | -               | 254 139          |
| <b>TOTAL</b>            | <b>1 292 677</b> | <b>(30 458)</b>   | <b>49 809</b> | <b>(72 942)</b> | <b>1 239 086</b> |

Le 31 décembre 2016, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

| ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ                  | SOLDE INITIAL | AUTRES VARIATIONS | APPORT         | REPRISE          | SOLDE FINAL    |
|---|---------------|-------------------|----------------|------------------|----------------|
| Garanties des ouvrages                  | 48 489        | (1 231)           | -              | (3 161)          | 44 097         |
| Application du pourcentage d'avancement | 889           | 1 131             | -              | -                | 2 020          |
| Provisions non acceptées                | -             | 220               | 465 321        | (230 470)        | 235 071        |
| Pertes fiscales                         | -             | -                 | 236 714        | -                | 236 714        |
| Autres                                  | 12 625        | 276               | 29 873         | -                | 42 774         |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>62 003</b> | <b>396</b>        | <b>731 908</b> | <b>(233 631)</b> | <b>560 677</b> |

| PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ | SOLDE INITIAL    | AUTRES VARIATIONS | APPORT   | REPRISE          | SOLDE FINAL      |
|-------------------------|------------------|-------------------|----------|------------------|------------------|
| Écarts de réévaluation  | 1 108 698        | (7 829)           | -        | (42 980)         | 1 057 889        |
| Charges non acceptées   | 374 752          | 18 700            | -        | (158 665)        | 234 788          |
| <b>TOTAL</b>            | <b>1 483 450</b> | <b>10 871</b>     | <b>-</b> | <b>(201 645)</b> | <b>1 292 677</b> |

## 18\_ INSTRUMENTS FINANCIERS

### 18.1. Bases d'évaluation

La politique du groupe est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le groupe mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

Le groupe ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détenteur d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.

### 18.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

|                                  | 31.12.2017         |                         | 31.12.2016         |                         |
|----------------------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|-------------------------|
|                                  | VALEUR COMPTABLE   | PERTE DE VALEUR CUMULÉE | VALEUR COMPTABLE   | PERTE DE VALEUR CUMULÉE |
| Créances clients, compte courant | 111 641 869        | (105 937)               | 100 879 480        | -                       |
| Créances clients, avec garanties | 5 619 442          | -                       | 6 993 746          | -                       |
| Créances douteuses               | 2 811 643          | (2 811 643)             | 2 875 746          | (2 875 746)             |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>120 072 954</b> | <b>(2 917 580)</b>      | <b>110 748 973</b> | <b>(2 875 746)</b>      |

### 18.3. Actifs financiers détenus à des fins de négociation

Ce poste comprend les titres de dette publique émis par l'État angolais à court terme (obligations d'État), reçus en résultat des accords de règlement d'arriérés du client Instituto Nacional de Estradas de Angola.

### 18.4. Autres actifs financiers

Le 31 décembre 2017, ce poste est intégré dans la « Convention sur l'exportation de biens, d'équipements et de services d'origine portugaise vers la République d'Angola », qui bénéficie de la garantie de l'État portugais, une somme qui sera disponible jusqu'au 21 mars 2018, d'après l'information de la banque bailleuse.

### 18.5. Financements obtenus

Le 31 décembre 2017 et 2016, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

| FINANCEMENTS OBTENUS             | 31.12.2017         | 31.12.2016         |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|
| Comptes cautionnés               | 20 836 065         | 24 195 489         |
| Emprunts bancaires               | 41 798 706         | 42 405 294         |
| Billet de trésorerie             | 34 341 669         | 48 303 869         |
| Contrats de location-financement | 1 447 052          | 375 942            |
| Affacturation                    | 288 824            | -                  |
| Découverts bancaires souscrits   | 18 033 615         | 16 102 636         |
|                                  | <b>116 745 931</b> | <b>131 383 230</b> |

## 18.6. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

### a\_ Revenus d'intérêts pour les actifs financiers :

| ACTIFS FINANCIERS | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|-------------------|------------------|------------------|
| Dépôts en banque  | 3 348 015        | 4 931 710        |
| Autres            | 351 498          | 2 569            |
| <b>TOTAL</b>      | <b>3 699 513</b> | <b>4 934 279</b> |

### b\_ Charges d'intérêts pour les passifs financiers :

| PASSIFS FINANCIERS               | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Financements                     | 10 630 955        | 11 076 249        |
| Contrats de location-financement | 30 809            | 57 794            |
| Autres                           | 68 122            | 84 966            |
| <b>TOTAL</b>                     | <b>10 729 886</b> | <b>11 219 009</b> |

## 18.7. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, le groupe a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, le groupe a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

| ACTIFS FINANCIERS        | 31.12.2017       |          |
|--------------------------|------------------|----------|
|                          | PERTES DE VALEUR | REPRISES |
| Clients                  | 1 125 720        | -        |
| Autres comptes débiteurs | -                | -        |
| Autres actifs financiers | -                | -        |
| <b>TOTAL</b>             | <b>1 125 720</b> | <b>-</b> |

| ACTIFS FINANCIERS        | 31.12.2016       |          |
|--------------------------|------------------|----------|
|                          | PERTES DE VALEUR | REPRISES |
| Clients                  | 138 589          | -        |
| Autres comptes débiteurs | -                | -        |
| Autres actifs financiers | -                | -        |
| <b>TOTAL</b>             | <b>138 589</b>   | <b>-</b> |

## 18.8. Montant de capital social

Le 31 décembre 2017, l'entreprise détenait un capital social de 10 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré.

## 18.9. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2017, le capital social était composé de 2 000 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

# 19\_ AVANTAGES DU PERSONNEL

## 19.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2017, 108 collaborateurs (2016 : 101 collaborateurs) bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2017, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

| CHARGES DE PENSIONS        | 31.12.2017     | 31.12.2016     |
|----------------------------|----------------|----------------|
| Coût des services courants | 267 113        | 256 028        |
| Coûts des intérêts         | 345 055        | 323 221        |
| Gains et pertes actuariels | -              | -              |
| Rendement des actifs       | (327 224)      | (328 737)      |
| Autres variations          | -              | 3 049          |
| <b>TOTAL</b>               | <b>284 944</b> | <b>253 561</b> |

Le 31 décembre 2017, nous enregistrons un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 2 438 455 euros (2016 : 588 646 euros). Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 1 499 220 euros.

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle :

|                                     | 31.12.2017   |
|-------------------------------------|--|
| Table de mortalité                  | TV 88/90   |
| Âge normal de la retraite           | 65 années  |
| Nombre de pensions dans l'année     | 13   |
| Taux de rendement annuel des actifs | courbe de swap au 29/12/2017 majorée de 2,25 points de pourcentage |
| Taux de croissance des salaires     | 1,75 %   |

## 20\_ AUTRES INFORMATIONS

### 20.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2017 et 2016, est le suivant :

| ACTIF                                       | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|---|-------------------|-------------------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques | 5 144             | 3 950             |
| Taxe sur la valeur ajoutée                  | 7 921 667         | 8 588 184         |
| Autres impositions                          | 4 195 775         | 4 044 574         |
| Impôt sur le revenu des personnes morales   | 1 771 230         | 1 406 241         |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>13 893 816</b> | <b>14 042 949</b> |

| PASSIF                                      | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|---|------------------|------------------|
| Impôt sur le revenu des personnes physiques | 479 379          | 468 459          |
| Taxe sur la valeur ajoutée                  | 5 602 950        | 5 811 013        |
| Cotisations à la Sécurité sociale           | 606 125          | 604 861          |
| Impôt sur le revenu des personnes morales   | 2 697 765        | 295 785          |
| Autres impositions                          | 451 750          | 1 004 481        |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>9 837 969</b> | <b>8 184 599</b> |

### 20.2. Ventes et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2017 et 2016, se sont réparties comme suit :

|                  | 31.12.2017         | 31.12.2016         |
|------------------|--------------------|--------------------|
| Marché intérieur | 26 713 409         | 28 902 986         |
| Marché extérieur | 120 094 108        | 117 305 669        |
| <b>TOTAL</b>     | <b>146 807 517</b> | <b>146 208 655</b> |

### 20.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|                                     | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Contrats de sous-traitance          | 21 989 482        | 24 347 372        |
| Services spécialisés                | 7 232 822         | 14 684 569        |
| Matériaux                           | 2 983 701         | 3 928 324         |
| Énergie et fluides                  | 6 560 005         | 6 718 693         |
| Déplacements, séjours et transports | 3 708 575         | 4 118 134         |
| Loyers et locations                 | 4 822 192         | 6 208 451         |
| Communication                       | 492 063           | 517 691           |
| Assurances                          | 836 471           | 1 043 258         |
| Redevances                          | 19 574            | 20 241            |
| Contentieux et notaires             | 36 915            | 106 048           |
| Frais de représentation             | 107 097           | 152 753           |
| Nettoyage, hygiène et confort       | 364 224           | 323 066           |
| Autres services                     | 3 165 706         | 3 576 002         |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>52 318 827</b> | <b>65 744 602</b> |

#### 20.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|  | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|--|-------------------|-------------------|
| Rémunérations des organes sociaux                            | 1 132 581         | 1 141 230         |
| Rémunérations du personnel                                   | 30 494 825        | 30 776 311        |
| Indemnités   | 284 944           | 219 375           |
| Avantages postérieurs à l'emploi (Note 19)                   | 88 527            | 253 561           |
| Charges sur rémunérations                                    | 2 978 236         | 2 852 437         |
| Assurances accidents du travail et maladies professionnelles | 807 751           | 1 031 123         |
| Charges aide sociale   | 2 299 793         | 2 537 981         |
| Autres   | 1 798 305         | 1 015 505         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>39 884 962</b> | <b>39 827 523</b> |

#### 20.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|   | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|---|-------------------|-------------------|
| Revenus supplémentaires                                   | 1 554 623         | 407 236           |
| Escomptes obtenus pour paiement comptant                  | 14 295            | 26 198            |
| Différences de change favorables                          | 11 911 511        | 31 193 681        |
| Gains de stocks   | 7 567             | -                 |
| Revenus et produits dans les autres actifs non financiers | 352 958           | 760 250           |
| Corrections relatives à des exercices précédents          | 1 568             | 175 541           |
| Intérêts perçus   | 3 699 513         | 4 934 279         |
| Dividendes perçus   | 4 178 380         | 57 991            |
| Autres  | 665 066           | 426 103           |
| <b>TOTAL</b>  | <b>22 385 481</b> | <b>37 981 279</b> |

#### 20.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|   | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|---|-------------------|-------------------|
| Impôts et taxes   | 3 319 817         | 3 340 005         |
| Escomptes attribués pour paiement comptant                    | 818 807           | 10 469            |
| Créances irrécouvrables                                       | 51 949            | 895 432           |
| Différences de change défavorables                            | 11 419 436        | 7 250 922         |
| Pertes et charges dans les autres immobilisations financières | -                 | 13 706            |
| Charges et pertes dans des investissements non financiers     | 31 643            | 597 781           |
| Corrections relatives à des exercices précédents              | 56 013            | 391 688           |
| Autres  | 476 046           | 3 276 481         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>16 173 711</b> | <b>15 776 484</b> |

## 20.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

| CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT        | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|---|-------------------|-------------------|
| Charges d'intérêts                      | 10 661 764        | 11 134 043        |
| Autres charges et pertes de financement | 605 723           | 1 730 696         |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>11 267 487</b> | <b>12 864 738</b> |

## 20.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

| CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE           | 31.12.2017     | 31.12.2016     |
|---------------------------------------|----------------|----------------|
| Charges à comptabiliser – assurances  | 244 376        | 354 470        |
| Charges à comptabiliser – autres      | 4 018          | 295            |
| Fonds de pension – excédent (Note 19) | -              | -              |
| Autres                                | 368 526        | 42 369         |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>616 920</b> | <b>397 134</b> |

| PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE        | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| Produits à comptabiliser – NCRF 19 | 1 351 056        | 7 341 269        |
| Fonds de pension (Note 19)         | -                | -                |
| Facturation à comptabiliser        | 466 164          | 919 784          |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>1 817 220</b> | <b>8 261 053</b> |

## 20.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|                                   | 31.12.2017        | 31.12.2016        |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Fournisseurs soldes débiteurs     | 613 587           | 731 296           |
| Personnel                         | 43 606            | 36 077            |
| Fournisseurs d'investissements    | -                 | 4 920             |
| Acomptes sur ventes               | 49 751            | 49 994            |
| Débiteurs pour hausse des revenus | 14 287 242        | 22 551 402        |
| Avances aux fournisseurs          | 2 156 920         | 3 190 295         |
| Débiteurs divers                  | 12 946 680        | 10 650 655        |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>30 097 786</b> | <b>37 214 640</b> |

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2017 et 2016, se compose comme suit :

|  | 31.12.2017       | 31.12.2016       |
|--|------------------|------------------|
| Clients soldes créditeurs                          | 43 199           | 64 758           |
| Personnel  | 2 162 025        | 1 388 166        |
| Fournisseurs d'investissements                     | 164 024          | 64 180           |
| Créanciers pour hausse des charges – rémunérations | 2 872 313        | 2 666 505        |
| Créanciers pour hausse des charges – autres        | 3 390 641        | 3 272 918        |
| Créanciers divers                                  | 1 268 000        | 273 066          |
| <b>TOTAL</b>                                       | <b>9 900 202</b> | <b>7 729 594</b> |

## 20.10. Proposition d'affectation des résultats

Dans le rapport de gestion individuel figure la proposition suivante d'affectation des résultats :

« Conscient de l'importance de la stabilité financière de Conduril, le Conseil d'administration, conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, propose que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 7 006 696 euros, soit appliqué comme suit :

- Dividendes : 2 700 000 euros, ce qui correspond à 1,50 euro par action ;
- Réserves libres : 4 306 696 euros. »

## 21\_ INFORMATIONS À FOURNIR IMPOSÉES PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du décret-loi n° 411/91, du 17 octobre, la situation de l'entreprise au regard de la sécurité sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi.

## 22\_ INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR LES ENTITÉS VISÉES À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT H) ET À L'ARTICLE 9, PARAGRAPHE 4, TOUS LES DEUX DU DÉCRET-LOI N° 158/2009, DU 13 JUILLET, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE DÉCRET-LOI N° 98/2015, DU 2 JUIN

22.1. Chiffre d'affaires net ventilé par des marchés géographiques

|              | 31.12.2017         | 31.12.2016         |
|--------------|--------------------|--------------------|
| Portugal     | 29 639 579         | 38 568 695         |
| Angola       | 83 839 315         | 67 919 143         |
| Mozambique   | 3 046 700          | 14 901 442         |
| Maroc        | 419 526            | -                  |
| Sénégal      | -                  | 1 483 473          |
| Zambie       | 18 199 823         | 12 435 815         |
| Malawi       | 4 697 626          | 5 194 827          |
| Gabon        | 6 964 948          | 5 705 260          |
| <b>TOTAL</b> | <b>146 807 517</b> | <b>146 208 655</b> |

22.2. Honoraires de l'Expert-comptable

En 2017, les honoraires de l'Expert-comptable se sont élevés à 28 750 euros.

L'administration,

\_\_\_\_\_  
António Luís Amorim Martins

\_\_\_\_\_  
António B. Andrade Miragaia

\_\_\_\_\_  
Maria Benedita A. de Amorim Martins

\_\_\_\_\_  
António E. Lemos Catarino

\_\_\_\_\_  
Maria Luísa A. A. Martins Mendes

\_\_\_\_\_  
Carlos A. S. de Noronha Dias

\_\_\_\_\_  
Álvaro D. Neves Vaz

\_\_\_\_\_  
Ricardo N. A. A. Vaz Guimarães

\_\_\_\_\_  
La Comptable certifiée,

\_\_\_\_\_  
Carla M. P. Ribeiro, C.C. n° 76 474



## **\_ RAPPORT ET AVIS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE**

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2017**



Portugal

# CONSEIL DE SURVEILLANCE

## \_EXERCICE DE 2017

## \_COMPTES CONSOLIDÉS

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport consolidé de gestion, le bilan et les comptes consolidés et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de CONDURIL - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2017.

## \_RAPPORT

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de CONDURIL - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion consolidé présenté par le Conseil d'administration, le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, les flux de trésorerie consolidés et les variations des capitaux propres consolidés, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2017, ainsi que l'annexe et ses notes explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes consolidés, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, consolidés, permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière consolidée de CONDURIL - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2017, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

## \_AVIS

**1\_** que le rapport de gestion consolidé, le bilan consolidé, les comptes consolidés et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2017, soient approuvés,

**2\_** que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion consolidé, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 12 mars 2018

Le Conseil de surveillance,

---

Crisóstomo Aquino de Barros, président

---

Daniela Brás Vigário Silva

---

José Tiago Sapage Meireles de Amorim



# **CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES CONSOLIDÉS**

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS **2017**



Portugal

# CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES CONSOLIDÉS

## RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### Opinion

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (le groupe), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2017 (présentant un total de 421 594 004 euros et un total de capitaux propres de 217 952 045 euros, incluant un résultat net de 7 006 709 euros), le compte de résultat consolidé par nature, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers consolidés comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière consolidée de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2017, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie consolidés pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

### Fondements

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des commissaires aux comptes. En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers consolidés » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants des entités faisant partie du groupe et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des commissaires aux comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Responsabilités de l'organe de gestion et de l'organe de surveillance concernant les états financiers consolidés

L'organe de gestion est responsable de :

- la préparation d'états financiers consolidés réfléchissant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du groupe conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;
- l'établissement du rapport de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
- la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;
- l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et
- l'évaluation de la capacité du groupe à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière du groupe.

### Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers consolidés

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers consolidés, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;
- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité du groupe à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire le groupe à cesser ses activités ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers consolidés, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;
- obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités ou des activités au sein du groupe afin d'exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de l'orientation, de la supervision et de la performance de l'audit du groupe, ainsi que les responsables en dernier ressort de notre opinion concernant l'audit ;
- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport de gestion et les états financiers consolidés.

## **RAPPORT SUR D'AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES**

### Sur le rapport de gestion

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur le groupe, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 12 mars 2018

---

HORWATH & ASSOCIADOS, SROC, LDA.  
Représentée par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro (E.C. 1126)





## CONDURIL - ENGENHARIA, S.A.

Avenida Eng.º Duarte Pacheco, n.º 1835  
4445-416 Ermesinde – Portugal  
T. +351 229 773 920  
F. +351 229 748 668  
geral@conduril.pt

### CONDURIL ANGOLA

Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)  
Município de Ingombota – Luanda – Angola  
T. +244 949 422 665  
expgeralluanda@conduril.pt

### CONDURIL MOÇAMBIQUE, ENOP

Estrada Nacional n.º 4, Tchumene 2,  
Parcela 3380/12 – Matola – Moçambique  
T. +258 219 025 88  
delegacao@conduril.co.mz

### CONDURIL BOTSWANA

Tribal Lot 86 Portion 955 Isis Village  
Tlokweng – Gaborone – Botswana  
T. +267 319 02 53  
F. +267 393 03 25  
info@conduril.co.bw

### CONDURIL ZÂMBIA

Plot 3817 Martin Mwamba Road  
Lusaka – Zambia  
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill  
Lusaka – Zambia  
T. +260 211 291 441  
zambia@conduril.pt

### CONDURIL MALAWI

Campe Site P.O. Box. 40  
Liwonde – Malawi  
T. +265 994 956 884  
malawi@conduril.pt

### CONDURIL GABÃO

Nzeng-Ayong (Après le carrefour GP)  
Libreville – Gabon  
gabon@conduril.pt

### CONDURIL AÇORES

Rua Padre João Baptista de Valles,  
n.º 31º, SU/NA  
9500-791 Ponta Delgada  
geral@conduril-acoresh.pt

### MÉTIS

Parque Industrial de Viana – B.º - Capalanga  
Município de Viana – Luanda – ANGOLA  
T. +244 939 212 517  
expgeral@metis-engenharia.com

### URANO

Polo Industrial de Viana, Zona do Km 25  
Município de Viana – Comuna do Zango –  
Luanda – ANGOLA  
T. +244 939 133 245  
geral@urano-metalomecanica.com

### EDIRIO, CONSTRUÇÕES, S.A.

Lugar da Portel Alta, EN 105  
Rua Dr. Francisco Sá Carneiro, 22  
4825-087 Água Longa – Santo Tirso  
T. +351 229 688 411  
geral@edirio.pt